



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# — Céreq WORKING PAPER

32  
2025

Devenir des sortant·es  
des premiers cycles  
universitaires

DOCUMENT DE TRAVAIL

---

Margot DEAGE  
Université Grenoble Alpes



## Synthèse

L'« abandon » universitaire en premier cycle a été érigé en problème public en Europe au début des années 2000, au nom d'un supposé gaspillage financier et humain. Alors que des politiques nationales, telles que le plan pour la réussite en licence et loi relative à l'orientation et la réussite des étudiant·es (ORE), cherchent à accroître la rétention en licence, près de la moitié des étudiant·es inscrit·es dans les formations générales les quittent dès la première année. À partir des données APOGEE, des données SISE nationales et d'une enquête par questionnaire *ad hoc* ce *Working Paper* analyse les trajectoires des étudiant·es inscrit·es en licences 1 et 2 à l'Université Toulouse 2 – Jean Jaurès (UT2J) au cours de l'année universitaire 2016-2017, décrivant les profils, l'expérience et les motivations des étudiant·es qui poursuivent leur cursus, se réorientent ou quittent les formations du supérieur.

Spécialisée en arts, lettres et langues et sciences humaines et sociales (ALSHS), l'UT2J se distingue par sa capacité à attirer une population étudiante variée. Si néobachelier·es généraux·ales constituent 29,3 % des effectifs en première année, tandis que les titulaires de baccalauréats technologiques (5,9 %) et professionnels (4,2 %) sont plus faibles. Par ailleurs, l'université accueille un nombre significatif d'étudiant·es en reprise d'études (17,6 %) et en réorientation depuis d'autres établissements (23 %). Cette ouverture s'accompagne d'une hétérogénéité des niveaux et des attentes.

Les premiers cycles apparaissent comme des espaces d'expérimentation pour la diversité des étudiant·es-accueilli·es, mais aussi de sélection sociale et académique. Près de 62,2% des L1 n'accèdent pas à la L2 l'année suivante. Les bachelier·es généraux réussissent mieux que les autres, avec un taux de passage en L2 de 48 %, contre 21,2 % pour les bachelier·es technologiques et seulement 10,7 % pour les bachelier·es professionnel·les. Les départs du supérieur sont plus fréquents pour les étudiant·es des milieux populaires, en particulier ceux issus de ménages ouvriers ou inactifs.

Quitter l'université après la L1 n'est pas toujours synonyme d'échec, cela peut même être le signe d'un ajustement des aspirations, voire de réalisation des objectifs initiaux pour une partie des 26,6% d'étudiant·es dont la licence n'était pas le premier choix. Près de 15 % des étudiant·es de L1 se réorientent vers d'autres formations universitaires, sans compter ceux qui optent pour les BTS, qui constituaient le vœu initial de 16,5 % des sortant·es donc la licence n'était pas le premier choix. Les étudiant·es sortant·es retirent principalement de leur passage à l'université des connaissances générales (51,3%), une connaissance de soi (35,3 %) et des bons moments (30,7 %).

Si la première année constitue un filtre important, une fois inscrit·es en L2, 60,1 % des étudiant·es accèdent à la troisième année, et 65,6 % obtiennent une licence. Les étudiant·es issus des classes supérieures obtiennent leur diplôme plus rapidement et sont surreprésentés parmi les titulaires de masters. À l'inverse, les étudiant·es issus de milieux modestes rencontrent davantage de difficultés, même après avoir franchi le cap de la L1. Les femmes réussissent plus souvent que les hommes. Malgré cela, l'université joue un rôle d'ascenseur social puisqu'elle permet à 41,2% des enfants d'employé·es et à 35,9 % des enfants d'ouvrier·es et de familles monoactives populaires de décrocher une licence.

## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>1. La rétention des publics en L1 et L2 à l'UT2J</b> .....	<b>5</b>
1.1. Une université à la périphérie, centrée sur les humanités .....	5
1.2. Des formations ouvertes à des publics variés.....	6
1.3. La première année : un palier décisif pour l'orientation .....	7
1.4. Des diplômes plus accessibles pour les néobachelier·es généraux.....	8
1.5. La relative rareté de l'« abandon » des études supérieures .....	10
<b>2. Des départs socialement et académiquement différenciés</b> .....	<b>12</b>
2.1. Des publics féminins issus de classes moyennes et populaires.....	12
2.2. Des sorties plus masculines... ..	12
2.3. ...et fréquentes pour les étudiant·es issu·es de milieux populaires.....	14
2.4. Variations disciplinaires des profils et des opportunités.....	18
<b>3. Itinéraires de sortie</b> .....	<b>22</b>
3.1. Dès l'inscription, pas nécessairement de volonté de diplomation.....	22
3.2. Les apports périphériques du passage en licence .....	26
3.3. Des (ré)orientations à succès.....	29
3.4. Diplomation et insertion à 5 ans .....	31
<b>Pour conclure et poursuivre</b> .....	<b>35</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>36</b>
<b>Index</b> .....	<b>38</b>

Ce document vise à favoriser la diffusion et la discussion de résultats de travaux d'études et de recherches. Il propose un état d'avancement provisoire d'une réflexion pouvant déboucher sur une publication. Les hypothèses et points de vue n'engagent pas le Céreq et sont de la responsabilité des auteurs.

Ce document est le fruit d'un travail réalisé au cours d'un postdoctorat au sein de l'Observatoire de la Vie Étudiante de l'Université Toulouse – Jean Jaurès (UT2J) et en collaboration avec le laboratoire CERTOP, centre associé du Céreq de Toulouse. Il répond à une demande formulée en discussion avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et a bénéficié d'un financement spécifique de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Son objectif est de proposer une analyse des trajectoires des étudiant·es de l'UT2J à partir des bases de données nationales mises à disposition des observatoires des universités, par le système d'Enseignement supérieur et de Recherche (SIES), depuis 2019. Il a bénéficié des conseils de Nathalie Vallière, responsable de l'observatoire de la vie étudiante, de Prosper Goudiaby, chargé des études sur la connaissance des publics et des parcours étudiants, d'Arnaud Gosselin, membre du pôle études d'architecture et logicielle de la direction du système d'information et de Florian Couffignal, chargé d'études Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle de l'Université Toulouse 1 – Capitole.

## Introduction

Le développement de l'enseignement supérieur s'accompagne de taux d'échec et d'abandon élevés, c'est-à-dire de non-obtention du diplôme de la formation d'inscription. Ce phénomène est régulièrement dénoncé comme étant un gaspillage social, humain et financier (Michaut et Romainville, 2012). L'attrition en licence, la non-réinscription des étudiant·es, est une problématique ancienne et globale. Sur l'année académique 1968-1969, 27,5 % des étudiant·es en première année de licence en France ne s'étaient pas réinscrit·es à l'université (Bodin & Orange, 2013, p. 116). À l'échelle des pays de l'OCDE, sur l'année académique 2016-2017, en moyenne 12 % des étudiant·es inscrit·es en licence abandonnent avant d'avoir entamé leur deuxième année d'études, 39 % des étudiant·es valident leur licence dans les temps impartis et 67 % au bout de six ans (OCDE, 2019, p. 228).

Le développement des recherches sur l'abandon est concomitant de la première expansion de l'enseignement supérieur dans les années 1960-1970. Aux États-Unis, notamment, William G. Spady (1970) et Vincent Tinto (1975) se demandent comment interpréter et prévenir les *dropouts*. Ils s'interrogent sur les effets de l'interaction entre les étudiant·es (dispositions, intérêts, attitudes et habiletés) et leur environnement, les attentes des milieux sociaux et universitaires. Spady avance que la congruence des normes de l'étudiant et de son environnement favorise la persévérance, comprise comme le désir et l'acte de rester dans le système d'enseignement supérieur de la première année à l'obtention du diplôme. Tinto ajoute que l'engagement initial de l'étudiant·e, sa participation aux activités académiques, son intégration dans un groupe d'étudiant·es et sa volonté d'obtenir un diplôme sont favorables à la rétention académique, c'est-à-dire au maintien dans l'établissement de son admission jusqu'à l'obtention du diplôme. Ces analyses sont au fondement de tout un courant de recherche qui aboutit en 1999, à la création d'une revue dédiée *Journal of College Student Retention : Research, Theory & Practice*.

En France, les premières recherches sur la réussite dans l'enseignement supérieur s'interrogent sur les inégalités sociales, rappelle Christophe Michaut, dans une rétrospective sur quarante ans de recherche (2012). Pour Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron (1994 [1964]), l'université, qui assure un rôle de transmission de la culture légitime, sélectionne des « héritiers », c'est-à-dire des étudiant·es d'origine sociale aisée qui sont les plus dotés en capitaux culturels et linguistiques. Elle sanctionne leurs performances scolaires en leur délivrant un diplôme qui leur donne à leur tour accès à des positions élevées dans le marché du travail. Elle fait comme si ces performances étaient des « dons », ne cherchant pas à compenser les effets de l'origine sociale en recourant à des méthodes pédagogiques spécifiques. Cette analyse est nuancée par l'approche de Raymond Boudon (1973) qui considère que les inégalités de réussite résultent d'un calcul rationnel différencié des acteurs et actrices, selon leur milieu social et leurs moyens économiques, les étudiant·es ne perçoivent pas les mêmes coûts et avantages à s'engager et persister dans des études longues et généralistes. En outre, les étudiant·es d'origine populaire anticiperaient plus l'échec potentiel, que les enfants de cadres qui ont davantage de support matériel à leurs études (Duru-Bellat & Mingat, 1988). Les travaux se sont progressivement intéressés aux manières d'étudier (Lahire, 1997), au rapport aux études, à la capacité à s'affilier, à s'adapter, à s'intégrer à l'université et à incorporer les méthodes et les règles (Coulon, 1997).

À partir de la deuxième massification du supérieur, dans les années 1980-2000, les conditions d'accueil des étudiant·es toujours plus nombreux et nombreuses se dégradent, ce qui place les effets du contexte d'étude au cœur des préoccupations, tous les établissements n'étant pas égaux face à cette affluence socialement et territorialement contrastée (Lapeyronnie & Marie, 1992 ; Michaut, 2000 ; Felouzi, 2001). L'accès croissant aux études des enfants d'ouvrier·es et d'employé·es, invite à se questionner sur la capacité de ces nouveaux publics à persister dans le supérieur. À partir de l'enquête Génération 98, un niveau IV+ est ajouté, désignant les « bac+1 ou bac+2 non diplômé » composé d'étudiant·es sortis soit d'une classe non terminale de formation de niveau III (première année de BTS, DUT, DEUG), soit d'une classe terminale n'ayant pas obtenu le diplôme. Cette nouvelle échelle permet d'étudier les difficultés spécifiques rencontrées par les étudiant·es sorti·es du supérieur sans diplôme (Beaupère *et al.*, 2007, p.13) et de travailler les notions de « décrochage », d'« échec » et d'« abandon » (Beaud, 2003 ; Beaupère *et al.*, 2007).

Sur le plan politique, la lutte contre l'échec scolaire est un objectif annoncé à partir des années 1980. Dans les années 1990-2000, une succession de rapports envisagent l'orientation comme la clé de la réussite dans les premiers cycles universitaires (*Ibid.*, p. 14). L'Union européenne qui vise à devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique dans le monde » annonce au Sommet de Lisbonne, en mars 2000, vouloir investir dans des politiques éducatives (Unité Européenne Eurydice, 2000), notamment pour accroître la rétention des étudiant·es. Dans cette optique, la France propose un plan pour la réussite en licence en 2008, avec le développement de l'accompagnement des étudiant·es (Annoot, 2012). Elle poursuit avec la loi relative à l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) qui reconfigure les modalités d'accès avec Parcoursup, d'une part en accroissant la sélectivité post-bac avec une mise en tension de certaines filières universitaires (psychologie, STAPS et études de santé) et d'autre part, en proposant des « parcours de réussite », avec un accès conditionnel « oui, si » pour préparer les étudiant·es qui n'auraient *a priori* pas les prérequis à la formation qu'ils demandent.

À la veille de cette dernière réforme, le passage en deuxième année restait particulièrement restreint à l'université où seuls 43,6 % des néobachelier·es inscrit·es en 2016 auraient obtenu leur licence en 3 ou 4 ans (MERS, SIES, 2021). C'est d'autant plus le cas en Arts, Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales (ALSHS) où 55,9 % des néobachelier·es ne seraient pas passé·es en L2 en 2017 : 24 % auraient redoublé et 32,6 % auraient quitté leur université. Le phénomène s'étend également aux autres filières, dans une moindre mesure. Parmi les bachelier·es 2016 inscrit·es en IUT, 26,3 % ne sont pas passés en deuxième année et 77,6 % ont obtenu leur diplôme en 3 ou 4 ans (MERS-SIES, 2020) En STS, 22 % ont arrêté en première année quand 67,2 % sont diplômés en 2 ou 3 ans (MERS-SIES, 2020). Quelques rares publications attestent que les filières les plus sélectives et prestigieuses ne sont pas moins concernées par les désistements : c'était le cas de 28,3 % des inscrit·es en première année de CPGE en 2011-2012 (MERS-SIES, 2013).

Romuald Bodin et Sophie Orange considèrent l'abandon comme un « fait social » au sens de Durkheim, parce que l'ensemble des universités françaises sont invariablement concernées par le départ d'environ un quart de leurs effectifs (2013, p. 113-114). Selon eux, ce phénomène ne peut être réduit à des expériences singulières (difficultés relationnelles, économiques, mouvement social) ou des configurations psychologiques particulières (manque de motivation, troubles, absence de projet), mais doit être expliqué comme un phénomène collectif produit par la structure et l'organisation du système de l'enseignement supérieur considéré dans son ensemble. Les premiers cycles universitaires occuperaient une position intermédiaire et joueraient un rôle de régulation des flux de bacheliers (*ibid.*, p. 111), entre les filières généralistes sélectives les plus prestigieuses (CPGE, grande école) et les filières courtes professionnalisantes (BTS, IUT, diplôme d'État).

Ces auteurs rappellent que le processus d'orientation demande aux étudiant·es de faire un pari sur l'avenir, d'anticiper leur capacité à être sélectionnés dans le cursus, au niveau de la formation et intéressée par son contenu. La réorientation est la seconde phase de ce processus qui consiste à réajuster *a posteriori* ses ambitions. Dans la majorité des cas, les réajustements ont lieu « par le bas » de l'université aux STS et aux filières spécialisées du supérieur (sanitaire et sociale, petite école de commerce) (*ibid.*, p. 134). Ces réorientations concernent en premier lieu les étudiant·es les plus fragiles, parmi lesquels sont surreprésentés ceux d'origine modeste (employés, ouvrier) ou moyenne les moins armés scolairement (commerçants, agriculteurs, artisans) (*ibid.*, p. 136). À l'inverse, les élèves les plus favorisés ont tendance à se réorienter vers des filières de même niveau, et plus exceptionnellement vers des formations plus prestigieuses (*ibid.*, p. 138). Ainsi, un retard, une réorientation ou une sortie du système universitaire peut recouvrir des réalités plus positives que l'« échec », l'« abandon » ou le « décrochage », comme un accès à la formation initialement

désirée, le choix d'une formation plus adaptée (e.g. un BTS plus encadré), la maturation d'un projet de formation ou encore l'accès à un emploi. Les premiers cycles universitaires sont ainsi vécus comme des lieux d'expérimentation et de construction progressive de parcours intellectuels et de maintien des hiérarchies sociales et scolaires.

En nous appuyant sur un suivi de cohorte réalisé à partir des données APOGEE de l'UT2J, des données SISE nationales et d'une enquête *ad hoc*, ce *working paper* propose d'analyser le profil et le parcours des étudiant·es sortant·es de l'université en L1 ou en L2, c'est-à-dire qui étaient inscrit·es dans ces années de formation, mais qui ne se sont jamais réinscrit·es à l'UT2J. La première partie de ce document examine les caractéristiques et les défis de l'UT2J, une université spécialisée dans les humanités. La seconde partie analyse les profils sociodémographiques des étudiant·es sortant·es. La troisième partie s'intéresse aux itinéraires de sortie et aux perspectives post-universitaires, mettant en lumière les réorientations et les succès d'insertion. L'objectif est de comprendre les facteurs qui influencent la persévérance et l'« abandon », en replaçant les sorties de l'université dans la logique d'ensemble de l'orientation dans le supérieur.

## 1. La rétention des publics en L1 et L2 à l'UT2J

### 1.1. Une université à la périphérie, centrée sur les humanités

L'Université Toulouse - Jean Jaurès est spécialisée dans les formations d'ALSHS, chacune de ces disciplines étant représentée par une unité de formation et de recherche (UFR). Depuis les années 1990, l'Université est dotée de quatre instituts (étude des Amériques ; travail en Midi-Pyrénées ; formation de musiciens et intervenants à l'école ; tourisme, hôtellerie et alimentation) ainsi que quatre départements (École nationale supérieure d'audiovisuel, INSPE et deux IUT) et de quatre antennes en région Occitanie (Manifet, 2004).

Elle est membre fondatrice de l'Université de Toulouse qui fédère notamment l'Université Paul Sabatier, qui propose des formations en sciences, et l'Université Toulouse Capitole, qui dispense des formations en droit et économie. Créée en 1229, l'Université de Toulouse fait partie des universités historiques françaises. Longtemps réservée aux classes supérieures, elle comptait moins de mille étudiant·es dans la première moitié du XXe siècle, pour atteindre 2000 étudiant·es dans les années 1950 (Rossignol-Brunet, 2022, p.94). Dans les années 1960, le nombre d'étudiant·es de l'Université de Toulouse explose pour atteindre 30 000 en 1968. Cela contraint les Universités de Droit et de Lettres à prendre leur indépendance. L'Université de Lettres quitte le centre-ville de Toulouse pour s'installer à la périphérie, à partir de 1971, dans le nouveau quartier du Mirail, dont elle prend le nom, jusqu'à ce que la réputation de cette zone urbaine se ternisse. À partir des années 1990, un projet de reconstruction d'envergure de l'université est lancé pour être livré en 2016. Ainsi, la promotion étudiée a inauguré un campus refait à neuf, cherchant à redorer son image, malgré son implantation dans une zone urbaine reléguée.

Nous avons choisi d'analyser les parcours des étudiant·es de L1 et de L2 de licence sortis définitivement de l'UT2J en 2016-2017 pour deux raisons. Premièrement, les bases SISE nationales reçues par l'OVE les plus anciennes datent de 2017 ce qui nous permettait de faire un suivi de cohorte jusqu'à 2022 et éventuellement pouvoir observer la diplomation en master en tenant compte d'éventuelles interruptions de parcours ou de réinscriptions dans la même année d'études. Deuxièmement, cette année-là, a été relativement peu affectée par les mouvements sociaux et autres crises conjoncturelles.

## 1.2. Des formations ouvertes à des publics variés

Les premières années à l'UT2J sont un débouché pour les bachelier·es mais aussi et surtout, une nouvelle opportunité pour les étudiant·es d'autres établissements et les jeunes actifs qui aspirent à se former.

Le tableau 1 présente le profil d'inscription des étudiant·es. En L1, le profil majoritaire est celui de néobachelier·e général (29,3 %). Les bacheliers technologiques et professionnels sont relativement rares dans les formations universitaires en humanités (resp. 5,9 % et 4,2 %). Les réorientations externes sont les profils qu'on retrouve ensuite le plus fréquemment (23 %), suivi des réinscrit·es, qui suivent le même niveau pour la deuxième année consécutive (19,5 %) et des personnes en reprise d'études (17,6 %).

En L2, 76,2 % des étudiant·es sont réinscrit·es, c'est-à-dire qu'ils ont suivi la même formation en L1 ou en L2 l'année précédente. On compte 14,8 % d'étudiant·es en réorientation externe et 9 % de personnes en reprise d'études rejoignent la formation en cours de route.

**Tableau 1 • Profil des étudiant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J en 2016-2017**

			N	%
L1	Néobachelier·es	Bac général	2 353	29,3
		Bac technologique	477	5,9
		Bac professionnel	337	4,2
		<b>Ensemble</b>	<b>3 167</b>	<b>39.4</b>
	Bacheliers étrangers	39	0.5	
	Réinscrit·es	1 564	19.5	
	Réorientations externes	1 852	23.0	
	Reprises d'études	1 415	17.6	
	<b>Ensemble</b>	<b>8 040*</b>	<b>100</b>	
L2	Réinscrit·es	3 233	76.2	
	Réorientations externes	627	14.8	
	Reprises d'études	381	9.0	
	<b>Ensemble</b>	<b>4 241</b>	<b>100</b>	

\*Le type d'inscription n'est pas renseigné pour 3 étudiant·es de L1.

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : au cours de l'année 2016-2017, les néobachelier·es généraux constituaient 29,3 % des étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 et en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.



### 1.3. La première année : un palier décisif pour l'orientation

#### Encadré 1 • Suivi de cohorte

Pour réaliser le suivi de cohorte, nous avons apparié sous R les bases du système d'information sur la scolarité de l'UT2J, du système d'Information nationale et des informations sur l'origine sociale tirées de la base Apogée. Un cursus prioritaire à analyser a été retenu selon les critères ordonnés comme suit :

- 1) Diplômé·es s avant les inscrit·es ;
- 2) De la dernière année de doctorat à la première année de licence ;
- 3) Diplômes obtenus avant les diplômes non obtenus ;
- 4) Années d'études obtenues avant les années non obtenues ;
- 5) Inscription principale avant les inscriptions secondaires ;
- 6) Base des écoles d'ingénieurs en premier, suivie de celle des écoles normales supérieures, des écoles de managements, des écoles, privées, de l'enquête 26bis, des écoles de culture et des universités. Ces bases ont été ordonnées en plaçant les catégories d'écoles les plus sélectives ou les plus coûteuses avant celles qui étaient relativement ouvertes, considérant que l'investissement nécessaire à l'accès pouvait signifier un engagement plus important de l'étudiant·e.

Nous avons ensuite calculé des indicateurs synthétiques afin de comparer les événements qui ponctuent la trajectoire de ces étudiant·es (tableau 2).

Tableau 2 • Indicateurs calculés dans la base de suivi de cohorte

<b>Progression</b>	Passage d'un niveau d'étude à l'autre (ex. Passage en L2)
<b>Réinscription</b>	Inscription deux années consécutives dans le même niveau d'étude dans le même diplôme (ex. Réinscription en L1). Pour les masters, le taux de réinscription est élevé étant donné que certains sont contraints de se réinscrire à l'automne uniquement pour soutenir leur mémoire, quand bien même ils ont obtenu tous les ECTS requis. C'est pourquoi le terme "redoublement" n'est pas utilisé.
<b>Diplomation</b>	Obtention d'un diplôme L, M ou D.
<b>Orientation</b>	Persistance dans un secteur disciplinaire et un établissement donné ou réorientation dans un autre secteur ou un autre établissement. La persistance a été distinguée des réorientations internes et externes à l'UT2J.
<b>Interruption</b>	Identification des étudiant·es sortant temporairement ou définitivement du champ SISE. Il se peut que ces étudiant·es aient abandonné leurs études, mais c'est aussi possible qu'ils se soient inscrit·es en BTS (ou très exceptionnellement en CPGE) des informations présentes dans la table BPBac dont dispose le ministère de l'Éducation nationale (MENJ) et, de manière tronquée, les rectorats.
<b>Réussite</b>	Calcul du nombre d'années nécessaires à l'obtention d'un diplôme à partir de la première inscription dans le supérieur.

Le tableau 3 confirme que c'est au cours de la première année universitaire que s'opère la « sélection » drastique. 48,2 % des 8 040 étudiant·es inscrit·es en L1 et 27,6 % des 4 241 étudiant·es inscrit·es en L2 ont quitté l'UT2J. Le départ des premiers cycles universitaires annonce une sortie du champ SISE pour 30 % des L1 et 14,5 % des L2. Cette sortie n'est toutefois pas nécessairement le signal d'un arrêt définitif des études, car on peut supposer, conformément aux travaux de Bodin et Orange présentés en introduction, qu'une part non négligeable de ces étudiant·es s'orientent en BTS. Une minorité d'étudiant·es sortent du champ SISE, pour y apparaître de nouveau quelques années plus tard : ces interruptions concernent 3,8 % des inscrit·es en L1 et 1,4 % des inscrit·es en L2. Les orientations « horizontales » vers d'autres formations universitaires sont repérables dans le champ SISE : 7,7 % des L1 se réorientent au sein de l'UT2J et 7,5 % dans d'autres universités, les réorientations en interne sont légèrement plus rares en L2 (5,8 %) mais les réorientations externes sont tout aussi fréquentes (7,9 %).

À l'inverse, la persistance à l'université n'est pas nécessairement un signe de réussite. En effet, 14,1 % des inscrit·es en L1 se réinscrivent dans le même niveau l'année suivante, des réinscriptions qui concernent 11,9 % des étudiant·es en L2. Tout de même, 37,7 % des L1 valident leur année et 70,3 % des L2. Ces taux révèlent que la L1, plus que tout autre niveau, fait office de palier d'orientation et d'ajustement des aspirations

étudiantes. Une fois ce palier franchi, la probabilité de réussir ses études universitaires, c'est-à-dire de décrocher un diplôme, s'accroît : 34,5 % des L1 obtiennent une licence et 11,3 % d'un master, quand c'est le cas pour respectivement 65,6 % et 28,4 des L2.

**Tableau 3 • Indications sur des parcours de L1 et L2 à l'UT2J en 2016-2017**

	L1		L2	
	N	%	N	%
<i>Situation en 2017</i>				
<b>Persistance</b>	4 167	51,8	3 072	72,4
<b>Progression</b>	3 030	37,7	2 568	60,6
<b>Réinscription</b>	1 137	14,1	504	11,9
<b>Réorientation interne</b>	623	7,7	245	5,8
<b>Réorientation externe</b>	601	7,5	337	7,9
<b>Interruption</b>	304	3,8	60	1,4
<b>Sortie du champ SISE</b>	2 409	30	616	14,5
<i>Réussite en 2023</i>				
<b>Licence en 4 ans et moins</b>	1 771	22	1 771	41,8
<b>Licence en plus de 4 ans</b>	1 008	12,5	1 008	23,8
<b>Master</b>	909	11,3	1 204	28,4
<b>Effectif total</b>	<b>8 040</b>	<b>100</b>	<b>4 241</b>	<b>100</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : Au cours de l'année 2016-2017, 4 100 étudiant-es inscrit-es en L1 se sont réinscrit-es l'année suivante à l'UT2J dans la même formation, 51 % des étudiant-es de L1 sont donc persistant-es.

Champ : étudiant-es inscrit-es en L1 et en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

## 1.4. Des diplômes plus accessibles pour les néobachelier-es généraux

Les statistiques nationales de réussite en première année ne prennent en compte que les résultats des néobachelier-es, qui sont les étudiant-es qui réussissent statistiquement le mieux. Cette tendance se confirme à l'UT2J même si les performances de ce profil d'étudiant-es sont légèrement en deçà de celles au niveau national pour l'année 2016-2017. Dans le tableau 4, on note que 40 % des néobachelier-es passent au niveau L2 contre 44,1 % des néobachelier-es inscrit-es en ALSHS à l'échelle nationale, soit 4,1 points de moins (MERS, SIES, 2021).

Ce pourcentage plus faible s'explique en partie par le choix revendiqué de certain-es responsables de formation d'ouvrir l'université aux bachelier-es professionnel·les, bien que la probabilité qu'elles et ils valident leur année soit moindre. En effet, si 48 % des bachelier-es généraux passent en deuxième année, 54,9 %<sup>1</sup> finissent par obtenir une licence et 18,4 % un master. En revanche, seulement 21,2 % des bachelier-es technologiques et 10,7 % des bachelier-es professionnel·les suivent la deuxième année de formation. Une fois passé le filtre de la première année, la plupart de ces autres bachelier-es obtiennent une licence (resp. 25,6 %<sup>2</sup> et 8,6 %), mais elles et ils vont rarement jusqu'au master (resp. 4,6 % et 1,5 %).

<sup>1</sup> La part de détenteur et détenteuses de licence est supérieure à la part d'étudiant-es passé-es en L2 sur l'année 2017-2018, car elle comprend des bachelier-es généraux qui se sont réinscrits en L1 cette année-là.

<sup>2</sup> La part de détenteur et détenteuses de licence est supérieure à la part d'étudiant-es passé-es en L2 sur l'année 2017-2018, car elle comprend des bachelier-es technologiques qui se sont réinscrits en L1 cette année-là.

Tableau 4 • Réussite des néobachelier·es inscrit·es en L1 selon la série (%)

	Passage en L2	Licence en 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
<b>Bac général</b>	48	49,6	5,3	18,4
<b>Bac technologique</b>	21,2	21,8	3,8	4,6
<b>Bac professionnel</b>	10,7	8	0,6	1,5
<b>Ensemble</b>	<b>40</b>	<b>41</b>	<b>4,5</b>	<b>14,5</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES)

Lecture : Au cours de l'année 2016-2017, 48 % néobachelier·es généraux inscrit·es en L1 ont été admis·es en L2

Champ : néobachelier·es français·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017

Au total, 45,5 % des néobachelier·es inscrit·es en L1 à l'UT2J ont obtenu une licence, comme on peut le voir dans le tableau 5, l'écrasante majorité en 4 ans et moins (41 % contre 43,6 % au niveau national toutes disciplines confondues), et 14,5 % un master 6 ans après leur première inscription.

Les étudiant·es qui ont fait d'autres choses entre le lycée et l'université, sont moins nombreux et nombreuses à valider la formation et l'obtention du diplôme est plus longue. Ce sont les personnes qui arrivent en L1 à l'UT2J après une première réorientation depuis un autre établissement du supérieur qui s'en sortent le mieux 37,9 % passent en L2, 36,6 % obtiennent une licence – mais la majorité en plus de 4 ans (20,6 %) – et 12,5 % un master, soit seulement 2 points d'écart avec les néobachelier·es.

Les personnes en reprise d'études sont quant à elles 35,9 % à passer en deuxième année, 29,2 % à obtenir une licence – la plupart également en plus de 4 ans (18,7 %) - et 8 % à décrocher le niveau master.

Ce sont les étudiant·es réinscrit·es en première année qui ont le plus de mal : seulement 31,4 % parviennent à passer en L2, 26,9 % à atteindre le niveau licence – plus de 4 ans après cette deuxième L1 pour 16,8 % - et 6,4 % atteignent le niveau master.

Tableau 5 • Réussite des étudiant·es de L1 selon le type d'inscription (%)

	Passage en L2	Licence en 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
<b>Néobachelier·es</b>	40	41	4,5	14,5
<b>Réinscrit·es</b>	31,4	10,1	16,8	6,4
<b>Réorientations externes</b>	37,9	15,6	20,6	12,5
<b>Reprises d'études</b>	35,9	10,5	18,7	8
<b>Ensemble</b>	<b>37,1</b>	<b>23,7</b>	<b>13,1</b>	<b>11,3</b>

\*Les réinscrit·es désignent les L1 étant resté·es en L1 l'année suivante.

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : Au cours de l'année 2016-2017, 40 % néobachelier·es inscrit·es en L1 ont été admis·es en L2.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017, hors bachelier·es étranger·es trop peu nombreux et nombreuses pour conserver le secret statistique.

Une fois la L2 atteinte, les chances de diplomation augmentent considérablement pour tous les profils d'étudiant·es, ce qui confirme le rôle de filtre joué par la L1. En effet, dans le tableau 6 on observe que 60,1 % des L2 passent au niveau suivant contre 37,1 % des L1. 65,6 % des étudiant·es inscrit·es en L2 obtiennent une licence et 28,4 % un master contre respectivement 36,8 % et 11,3 % des L1. La majorité des étudiant·es réinscrit·es et de ceux venu·es d'autres établissements décroche la licence (resp. 69,9 % et 56 %). Quant aux étudiant·es en reprise d'études, près de la moitié valide la licence (44,4 %), mais la plupart ont besoin de plus de 4 ans pour décrocher ce diplôme (36,5 %).

Tableau 6 • Réussite des étudiant·es de L2 selon le type d'inscription (%)

	Passage en L3	Licence en 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
Réinscrit·es	62,8	48,1	21,8	30,8
Réorientations externes	55,2	29,7	26,3	22,3
Reprises d'études	45,1	7,9	36,5	18,1
<b>Ensemble</b>	<b>60,1</b>	<b>41,8</b>	<b>23,8</b>	<b>28,4</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 62,8 % des étudiant·es inscrit·es dans la licence en première ou deuxième année en 2016-2017 sont passé·es en L3.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

## 1.5. La relative rareté de l'« abandon » des études supérieures

Près des deux tiers des étudiant·es inscrit·es en L1 ne passent pas en L2 (62,9 %, tableau 5 *supra*), mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils et elles mettent fin à leur formation. En effet, le tableau 7 révèle que seuls 30 % des L1 sortent du champ SISE, c'est-à-dire qu'ils ne sont plus retrouvés dans les bases de données des formations qui dépendent du ministère de l'Enseignement supérieur. Il est néanmoins possible que parmi ces étudiant·es sortant·es, certains soient acceptés dans les formations dispensées dans les établissements qui dépendent du ministère de l'Éducation nationale recensées dans la base de données BPbac dont nous ne disposons pas, en particulier en BTS et très exceptionnellement en CPGE. Ceux qui restent dans le supérieur se réorientent (15,3 %) - à l'UT2J (7,7 %) ou ailleurs (7,5 %) - se réinscrivent dans le même niveau de formation (13,9 %) ou interrompent leur formation pour la reprendre plus tard (3,8 %).

Les néobachelier·es sont les moins nombreux·ses à quitter les établissements du supérieur. Ce sont ceux qui pratiquent le plus la réorientation (19,4 %), en particulier interne à l'UT2J (10,1 %). Cette attitude témoigne du tâtonnement nécessaire de certain·es étudiant·es récemment sorti·es du lycée pour trouver la formation qui leur convient. La réinscription (16,3 %) est la deuxième pratique la plus commune pour ce public qui est celui qui la pratique le plus. Cette tendance semble indiquer qu'un temps peut être nécessaire pour s'adapter à la vie étudiante et aux méthodes universitaires.

Ce sont les étudiant·es en reprise d'études qui sont les plus nombreux·euses à sortir des établissements du supérieur (40,3 %) suivi des réinscrits (38,1 %) qui sont aussi les plus adeptes des interruptions d'études (4,2 %). Les étudiant·es en réorientation externe sont quant à elleux 30,9 % à quitter les établissements du supérieur et ceux qui changent le plus facilement d'établissement (10,1 %).

Tableau 7 • Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L1 par type d'inscription (%)

	Réinscription en L1	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
Néobachelier·es	16,3	10,1	9,3	3,9	21
Réinscrit·es	6,9	6,3	3,6	4,2	38,1
Réorientation externes	10,7	6,9	10,1	3,8	30,9
Reprise d'étude	11,4	5,4	4,5	3	40,3
<b>Ensemble</b>	<b>13,9</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>3,8</b>	<b>30</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 16,3 % des néobachelier·es généraux inscrit·es en L1 en 2016-2017, s'y sont réinscrit·es l'année suivante.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017, hors bachelier·es étranger·es trop peu nombreux et nombreuses pour conserver le secret statistique.

La différence de trajectoire apparaît très marquée selon le type de baccalauréat dans le tableau 8. Les titulaires d'un baccalauréat général sont en effet les moins nombreux à quitter l'enseignement supérieur (14,4 %), à se réinscrire (14,3 %) ou à interrompre leurs études (3,7 %). Ils sont en revanche ceux qui pratiquent le plus la réorientation (20,4 %), en particulier en dehors de l'UT2J (10,4 %). À l'inverse, les bachelier-es professionnel-les sont ceux qui quittent le plus souvent le supérieur (45,7 %), mais aussi ceux qui pratiquent le plus la réinscription (24,9 %) et la réorientation interne (12,2 %). Enfin, les bachelier-es technologiques sont 36,1 % à sortir du champ SISE et se distinguent par une tendance légèrement plus importante à interrompre leurs études dans le supérieur (5,2 %).

**Tableau 8 • Devenir des néobachelier-es qui ne valident pas la L1 par série (%)**

	Réinscription en L1	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Bac général</b>	14,3	10	10,4	3,7	14,4
<b>Bac technologique</b>	19,9	9	8,6	5,2	36,1
<b>Bac professionnel</b>	24,9	12,2	2,4	4,2	45,7
<b>Ensemble</b>	<b>16,3</b>	<b>10,1</b>	<b>9,3</b>	<b>3,9</b>	<b>21</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES)

Lecture : 14,3 % des néobachelier-es généraux inscrit-es en L1 en 2016-2017, s'y sont réinscrit-es l'année suivante

Champ : néobachelier-es français-es inscrit-es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017

Une fois inscrit-es en L2, on voit dans le tableau 9 que les étudiant-es ont tendance à persister davantage dans le supérieur. Parmi ceux qui suivaient déjà la formation l'année précédente, seulement 11 % sortent de l'enseignement supérieur. Les départs du supérieur sont plus fréquents pour les étudiant-es en réorientation externe (22,2 %) et en reprise d'études (31,8 %). Les personnes en reprise d'études tentent davantage de valider l'année en plusieurs fois (12,6 %) quand celles en réorientation sont celles qui hésitent le moins à se réorienter à nouveau (12,9 %). On observe ainsi, autant en L1 qu'en L2, une certaine inertie des trajectoires de certain-es étudiant-es qui multiplient les réorientations externes.

**Tableau 9 • Devenir des étudiant-es qui ne valident pas la L2 par type d'inscription (%)**

	Réinscription en L2	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Réinscrit-es</b>	12,4	6,7	7,3	1,1	11
<b>Réorientation externe</b>	8,8	2,9	12,9	1,3	22,2
<b>Reprise d'étude</b>	12,6	2,9	5	4,5	31,8
<b>Ensemble</b>	<b>11,9</b>	<b>5,8</b>	<b>7,9</b>	<b>1,4</b>	<b>14,5</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 12,4 % des étudiant-es inscrit-es dans la licence en première ou deuxième année en 2016-2017, se sont réinscrit-es en L2 l'année suivante.

Champ : étudiant-es inscrit-es en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

## 2. Des départs socialement et académiquement différenciés

### 2.1. Des publics féminins issus de classes moyennes et populaires

L'UT2J accueille un public majoritairement féminin issu des classes moyennes et populaires. La féminisation des formations s'intensifie au cours des premières années de licence. En L1, près de deux tiers (65,5 %) étaient des femmes en 2017, quand cette proportion atteint 72,6 % en L2.

Pour mesurer la composition sociale de l'établissement, nous avons adapté la classification des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) des ménages proposée par Thomas Amossé et Joanie Cayouette-Remblière (2022)<sup>3</sup>. Cet indicateur synthétique en sept niveaux prend simultanément en compte les deux parents, ou le fait que la famille soit monoparentale.

Le tableau 10 permet de comparer les PCS des ménages dont sont issus les étudiant·es en L1 et L2 à l'UT2J avec les PCS individuelles en Occitanie mesurées par l'INSEE. Nous remarquons que relativement à la composition sociale régionale, les enfants d'employé·es, d'ouvrier·es issu·es de familles monoparentales et biparentales sont légèrement surreprésenté·es (plus de 40 % en L1 et L2 contre 38,8 % d'ouvrier·es et d'employé·es en Occitanie), de même pour les enfants d'indépendant·es (près de 15 % contre 9,3 %), alors que les enfants de cadres sont largement sous-représentés (8 % contre 14,9 %). L'UT2J est donc une université qui accueille massivement des étudiant·es issu·es de classes populaires et moyennes.

On constate toutefois qu'une certaine sélection s'opère entre la L1 et la L2. La part d'étudiant·es issu·es des classes populaires diminue de 2,3 points alors que celle des étudiant·es issu·es des catégories intermédiaires et cadres augmente (respectivement de 1,4 et de 0,5 point).

Tableau 10 • Composition sociale des cohortes de L1 et les L2 (%)

	L1	L2	PCS individuelles en Occitanie INSEE, 2020	
<b>Ménages d'un·e Employé·e ou d'un·e Ouvrier·e</b>	11,6	10,6		
<b>Ménages à dominante Ouvrière</b>	10,3	10	<b>Ouvrier</b>	14,9
<b>Ménages à dominante Employée</b>	18,7	19,7	<b>Employé</b>	23,9
<b>Ménages à dominante Indépendante</b>	14,7	15	<b>Indépendant</b>	9,3
<b>Ménages à dominante Intermédiaire</b>	21,4	23,1	<b>Intermédiaire</b>	23,1
<b>Ménages à dominante Cadre</b>	7,9	8,4	<b>Cadre</b>	14,9
<b>Ménages d'Inactifs</b>	12,4	11,3	<b>Inactif</b>	13,9

Sources : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES) et les estimations d'emploi de l'INSEE pour les PCS individuelles occitanes.

Lecture : Au cours de l'année 2016-2017, 11,6 % des étudiant·es de L1 sont issu·es de ménages composés d'un·e employé·e ou d'un·e ouvrier·e.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017, hors bachelier·es étranger·es trop peu nombreux et nombreuses pour préserver le secret statistique.

### 2.2. Des sorties plus masculines...

Les femmes réussissent mieux que les hommes. Le tableau 11 indique qu'elles sont 40,6 % à passer de la L1 à la L2, contre 30,7 % des hommes. Elles sont plus nombreuses à décrocher une licence (41,6 % contre 27,9 %) et un master en 5 ans (13,1 % contre 7,9 %). Elles aussi sont plus rapidement diplômées : 28,2 % des femmes inscrites en L1 atteignent le niveau licence en 4 ans et moins contre 15,3 % des hommes.

<sup>3</sup> Le codage approximatif de certaines PCS dans le système d'information de l'UT2J nous ont poussés à faire des choix arbitraires : notamment les agriculteurs qui étaient tous « 10 » et que nous avons choisi de classer en « indépendants » alors qu'ils pourraient appartenir aux catégories « ouvrières » ou « chefs d'entreprise » par exemple.

Tableau 11 • Réussite des étudiant·es de L1 selon le sexe (%)

	Passage en L2	Licence 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
<b>Femme</b>	40,6	28,2	13,4	13,1
<b>Homme</b>	30,7	15,3	12,6	7,9
<b>Ensemble</b>	<b>37,2</b>	<b>23,8</b>	<b>13,1</b>	<b>11,3</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES)

Lecture : 40,6 % des étudiantes inscrites en L1 en 2016-2017 sont passées en L2

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017

Cet écart sexué s'estompe légèrement entre les étudiant·es inscrit·es en L2 comme on l'observe dans le tableau 12. 61,7 % des femmes inscrites en L2 passent en L3 contre 55,8 % des hommes, soit un écart de 6,1 points contre 10,1 points entre les étudiant·es de L1. 6 ans après le début de la formation, l'écart entre les sexes se maintient au niveau master, décroché par 30,5 % des femmes contre 22,7 % des hommes.

Tableau 12 • Réussite des étudiant·es de L2 selon le sexe (%)

	Passage en L3	Licence 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
<b>Femme</b>	61,7	44,5	23,4	30,5
<b>Homme</b>	55,8	34,4	24,8	22,7
<b>Ensemble</b>	<b>60,1</b>	<b>41,8</b>	<b>23,8</b>	<b>28,4</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 61,7 % des étudiantes inscrites en L2 en 2016-2017 sont passées en L3.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

Les parcours de ceux qui ne valident pas la première année sont relativement comparables, exception faite, comme on peut le voir dans le tableau 13, des sorties du champ SISE qui concernent plus souvent les hommes que les femmes (35,5 % contre 27,1 %).

Tableau 13 • Devenir des étudiant·es de L1 qui ne passent pas en L2 selon le sexe (%)

	Réinscription en L1	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Femme</b>	13,5	7,7	7,5	3,8	27,1
<b>Homme</b>	14,8	7,9	7,4	3,7	35,5
<b>Ensemble</b>	<b>13,9</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>3,8</b>	<b>30</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 13,5 % des étudiantes inscrites en L1 en 2016-2017, s'y sont réinscrites l'année suivante.

Champ : étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

En L2, on voit dans le tableau 14 que la différence sexuée s'opère surtout au niveau des réinscriptions, qui concernent seulement 10,8 % des femmes contre 14,8 % des hommes.

**Tableau 14 • Devenir des étudiant·es de L2 qui ne passent pas en L3 selon le sexe (%)**

	Réinscription en L2	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Femme</b>	10,8	5,7	8,2	1,4	14
<b>Homme</b>	14,8	5,9	7,2	1,4	15,8
<b>Ensemble</b>	<b>11,9</b>	<b>5,8</b>	<b>7,9</b>	<b>1,4</b>	<b>14,4</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 10,8 % des étudiantes inscrites en L2 en 2016-2017, s'y sont réinscrites l'année suivante.

Champ : étudiant·es sortant·es inscrit·es en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

## 2.3.... et fréquentes pour les étudiant·es issu·es de milieux populaires

Les travaux antérieurs ont montré que l'origine sociale avait un effet sur la réussite des universitaires, autant dans les cursus scientifiques (Ménard, 2017, p. 106) qu'en humanités (Rossignol-Brunet, 2020, p. 362). Le tableau 15 indique que seul·es les étudiant·es issu·es de ménages à dominante cadre, intermédiaire et employée sont plus de 4 sur 10 à passer en L2 (resp. 43,4 %, 41,4 % et 41,4 % contre 37,1 % dans l'ensemble). La réussite relativement élevée des étudiant·es issu·es des ménages à dominante employée confirme que l'université joue un rôle d'ascenseur social, notamment pour cette catégorie sociale dont les chances d'accéder aux classes préparatoires ou aux grandes écoles sont inférieures à celles des étudiant·es issus des ménages cadres et intermédiaires (Dutrecq & Masy, 2016). Les étudiant·es originaires de ménages cadres se distinguent par la rapidité de diplomation : 31,4 % d'entre eux obtiennent la licence en 4 ans ou moins contre 23,8 % dans l'ensemble et 16,1 % le master en 5 ans contre 11,3 %. Les chances de passage en L2 sont particulièrement réduites pour les enfants d'inactifs qui ne sont que 26,5 % à y parvenir et 13,5 % à obtenir la licence en 4 ans et moins.

**Tableau 15 • Réussite des L1 selon leur origine sociale (%)**

	Passage en L2	Licence en 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
<b>Ménages à dominante Cadre</b>	43,4	31,4	13,4	16,1
<b>Ménages à dominante Intermédiaire</b>	41,4	27,5	14,1	13,9
<b>Ménages à dominante Indépendante</b>	38,7	24,1	13	11,7
<b>Ménages à dominante Employée</b>	41,4	28,4	12,8	12,8
<b>Ménages à dominante Ouvrière</b>	37,7	21,8	14,1	10,3
<b>Ménages d'un Employé·e ou d'un Ouvrier·e</b>	35,9	21,8	14,1	9,6
<b>Ménages d'Inactifs</b>	26,5	13,5	12,6	5,2
<b>Ensemble</b>	<b>37,1</b>	<b>23,8</b>	<b>13,1</b>	<b>11,3</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 43,4 % des étudiant·es issu·es de ménages à dominante cadre inscrit·es en L1 en 2016-2017 sont passé·es en L2.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

Une fois en L2, les opportunités de passage en L3 atteignent 60,1 % pour l'ensemble des étudiant·es mais la structure sociale de la réussite se maintient d'après le tableau 16. Les étudiant·es issu·es de familles cadres, intermédiaires et employés sont toujours ceux qui passent le plus au niveau supérieur (resp. 65 %, 64 % et 64,3 %) et les plus diplômé·es au niveau licence (resp. 73,4 %, 69,8 % et 69,2 % contre 64,6 % dans l'ensemble) et master au bout de 6 ans (resp. 33,1 %, 32,1 % et 30,7 % contre 28,4 % dans l'ensemble).



Tableau 16 • Réussite des L2 selon leur origine sociale (%)

	Passage en L3	Licence en 4 ans et moins	Licence en plus de 4 ans	Master
<b>Ménages à dominante Cadre</b>	65	51	22,4	33,1
<b>Ménages à dominante Intermédiaire</b>	64	44,9	24,7	32,1
<b>Ménages à dominante Indépendante</b>	62,1	43,4	23,9	28,5
<b>Ménages à dominante Employée</b>	64,3	46,3	22,9	30,7
<b>Ménages à dominante Ouvrière</b>	61,4	36,7	26,8	27,3
<b>Ménages d'un Employé·e ou d'un Ouvrier·e</b>	57,2	41,4	22,9	27,6
<b>Ménages d'Inactifs</b>	49,6	28,2	25,3	17,2
<b>Ensemble</b>	<b>60,1</b>	<b>41,8</b>	<b>23,8</b>	<b>28,4</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 65 % des étudiant·es issu·es de ménages à dominante cadre inscrit·es en L2 en 2016-2017 sont passé·es en L3.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

Parmi les étudiant·es qui ne dépassent pas le niveau L1 présenté·es dans le tableau 17, les étudiant·es des milieux populaires, issu·es de ménages d'inactifs et d'ouvriers sont ceux qui quittent le plus souvent le champ SISE (resp. 33,5 % et 30 %). Mais iels sont talonné·es par les étudiant·es issu·es de ménages cadres (29,1 %). Dans sa thèse, Mathieu Rossignol-Brunet propose une interprétation de ces départs des étudiant·es les plus favorisé·es (2020, p. 362), iels pourraient rejoindre plus souvent que les autres catégories des formations privées en dehors du champ SISE. On constate par ailleurs que les étudiant·es issu·es des ménages inactifs ou d'un·e employé·e ou ouvrier·e sont ceux qui se réinscrivent le plus (resp. 19,6 % et 17,8 % contre 13,9 % dans l'ensemble), probablement parce que leur réussite est plus dépendante de l'université, même si une part importante d'entre elleux parvient à se réorienter (resp. 18,4 % et 15,7 % contre 15,2 % dans l'ensemble).

Tableau 17 • Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L1 selon leur origine sociale (%)

	Réinscription en L1	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Ménages à dominante Cadre</b>	11,8	5,8	7,4	2,8	29,1
<b>Ménages à dominante Intermédiaire</b>	11,8	7,4	7	3,8	28,9
<b>Ménages à dominante Indépendante</b>	14,7	8,1	7,1	4,4	27,1
<b>Ménages à dominante Employée</b>	11,8	8,1	7,9	3,5	27,4
<b>Ménages à dominante Ouvrière</b>	15,4	7,6	6,6	2,5	30
<b>Ménages d'un Employé·e ou d'un Ouvrier·e</b>	17,8	9,5	6,2	4,3	26
<b>Ménages d'Inactifs</b>	19,6	7,3	9,1	4,2	33,5
<b>Ensemble</b>	<b>13,9</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>3,8</b>	<b>30</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : 11,8 % des étudiant·es issu·es de ménages à dominante cadre inscrit·es en L1 en 2016-2017, s'y sont réinscrit·es l'année suivante.

Champ : étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

Le tableau 18 montre qu'en L2, les réorientations externes sont plus fréquentes qu'en L1 (7,9 % contre 7,5 %), en particulier pour les étudiant·es issu·es de ménages à dominante indépendante (9,1 % contre 7,1 % en L1) et de ceux composés d'un·e employé·e ou d'un ouvrier·e (9,6 % contre 6,2 %). Ce sont toujours les étudiant·es issu·es des ménages d'inactifs qui sont les plus susceptibles de se réinscrire (16,1 % contre 11,9 % dans l'ensemble) et de quitter le champ (21,5 % contre 14,4 % dans l'ensemble).

**Tableau 18 • Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L2 selon leur origine sociale (%)**

	Réinscription en L2	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Ménages à dominante Cadre</b>	8,1	9,2	5,6	0,3	13,2
<b>Ménages à dominante Intermédiaire</b>	10,2	6,5	7,5	0,8	12,7
<b>Ménages à dominante Indépendante</b>	10,5	4,9	9,1	2,2	13,1
<b>Ménages à dominante Employée</b>	13,3	6	7,3	1,3	10,2
<b>Ménages à dominante Ouvrière</b>	13,4	3,3	5,6	2,4	14,4
<b>Ménages d'un Employé·e ou d'un Ouvrier·e</b>	13,6	4,9	9,6	0,9	14,9
<b>Ménages d'Inactifs</b>	16,1	5	7,7	1,9	21,5
<b>Ensemble</b>	<b>11,9</b>	<b>5,8</b>	<b>7,9</b>	<b>1,4</b>	<b>14,4</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES)

Lecture : 8,1 % des étudiant·es issu·es de ménages à dominante cadre inscrit·es en L2 en 2016-2017, s'y sont réinscrit·es l'année suivante

Champ : étudiant·es sortant·es inscrit·es en L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017

Les coefficients de risques relatifs présentés figure 1 indiquent que pour passer en L2, c'est la filière du baccalauréat qui est la plus décisive. Par rapport aux bachelier·es généraux, un parcours professionnel diminue par deux les chances d'accéder à la deuxième année quand la filière technologique fait reculer ces chances de 47 %. Dans sa thèse de doctorat, Mathieu Rossignol-Brunet (2020, p. 362) a également observé que la scolarité antérieure avait un poids décisif pour la réussite en licence. Le sexe est toutefois la variable la plus significative, les hommes ont une probabilité de 24 % inférieure aux femmes d'accéder à la L2. Enfin, la réinscription diminue de 18 % la probabilité de passer en L2 par rapport aux néobachelier·es.

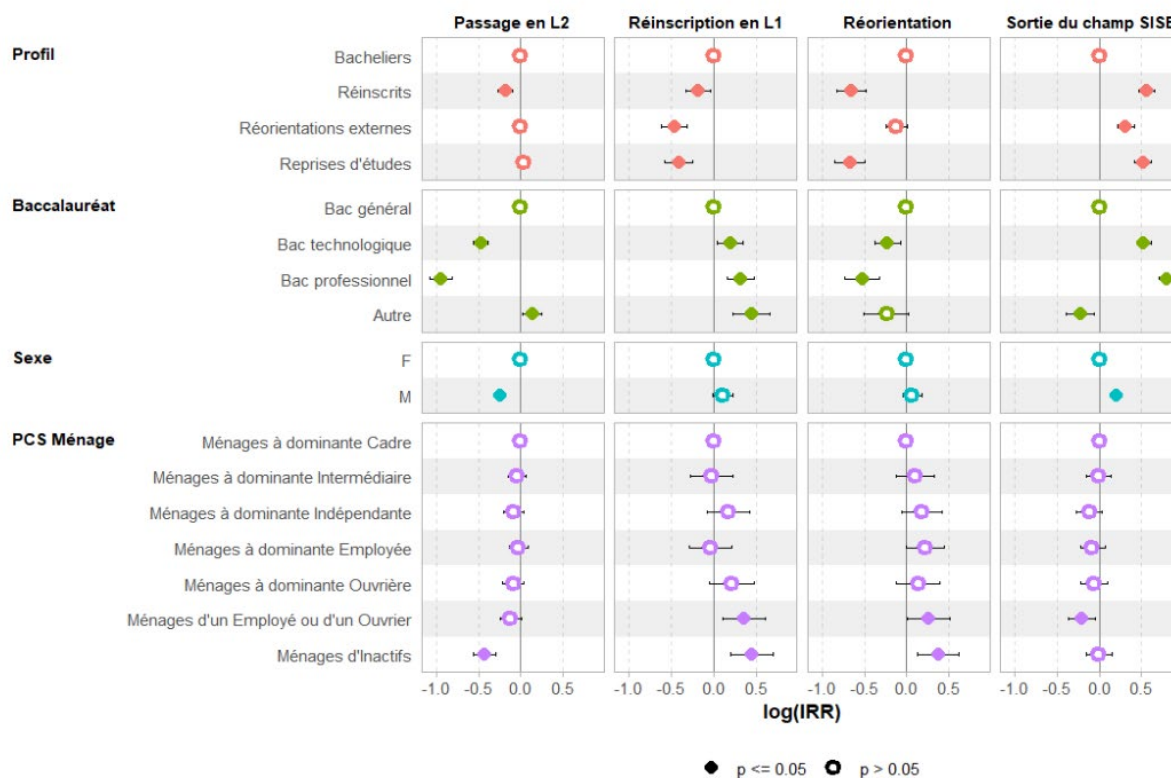
La probabilité de se réinscrire en L1 est plus fortement déterminée par le profil d'inscription. Les étudiant·es qui se sont réorienté·es depuis d'autres établissements du supérieur et ceux en reprise d'études tendent à le faire davantage que les néobachelier·es (resp. + 47 % et + 41 %). L'origine sociale est le deuxième facteur déterminant, en effet, les étudiant·es d'origine populaire, issu·es de ménages d'inactif·ves ou d'un·e employé·e ou d'un ouvrier·e sont les plus susceptibles de refaire une première année que ceux issu·es de ménages cadres (resp. +45 % et +36 %). Enfin la filière du baccalauréat reste décisive puisque les bachelier·es professionnel·les ont une probabilité de 32 % plus élevée de se réinscrire.

À l'inverse, la réorientation semble plus accessible aux étudiant·es les plus jeunes et les plus doté·es scolairement. En effet, les personnes en reprises d'études et les réinscrit·es ont la probabilité la plus faible de s'inscrire dans d'autres formations en comparaison aux néobachelier·es (resp. - 67 % et - 65 %). Ensuite, les bachelier·es professionnels sont significativement moins mobiles que les bachelier·es généraux (-52 %). Sur le plan social, la probabilité de réorientation est la plus élevée chez les étudiant·es issu·es de ménages d'inactif·ves, de plus de 38 % par rapport aux enfants de cadres.

La sortie du champ SISE est avant tout déterminée par le type de baccalauréat. En effet, les étudiant·es

issu·es du baccalauréat professionnel ont une probabilité de 80 % plus élevée qu'un·e bachelier·e général·e de sortir de l'enseignement supérieur et un·e bachelier·e technologique de 53 %. Ensuite vient le profil d'inscription avec les réinscrit·es qui ont 56 % plus de chance de quitter le champ SISE que les néobachelier·es, suivi·es des personnes en reprise d'études (52 %) et en réorientation externe (31 %). Enfin, les hommes ont 20 % plus de chances de quitter le supérieur que les femmes. Sur le plan social, ce sont les étudiant·es issu·es de ménages d'un·e employé·e ou d'un·e ouvrier·e qui sont le plus protégé·es des départs définitifs, avec une probabilité 21 % inférieure à celle des étudiant·es issu·es des ménages cadres.

Figure 1 • Régressions logistiques sur le devenir des étudiant·es de L1 (risque relatif)



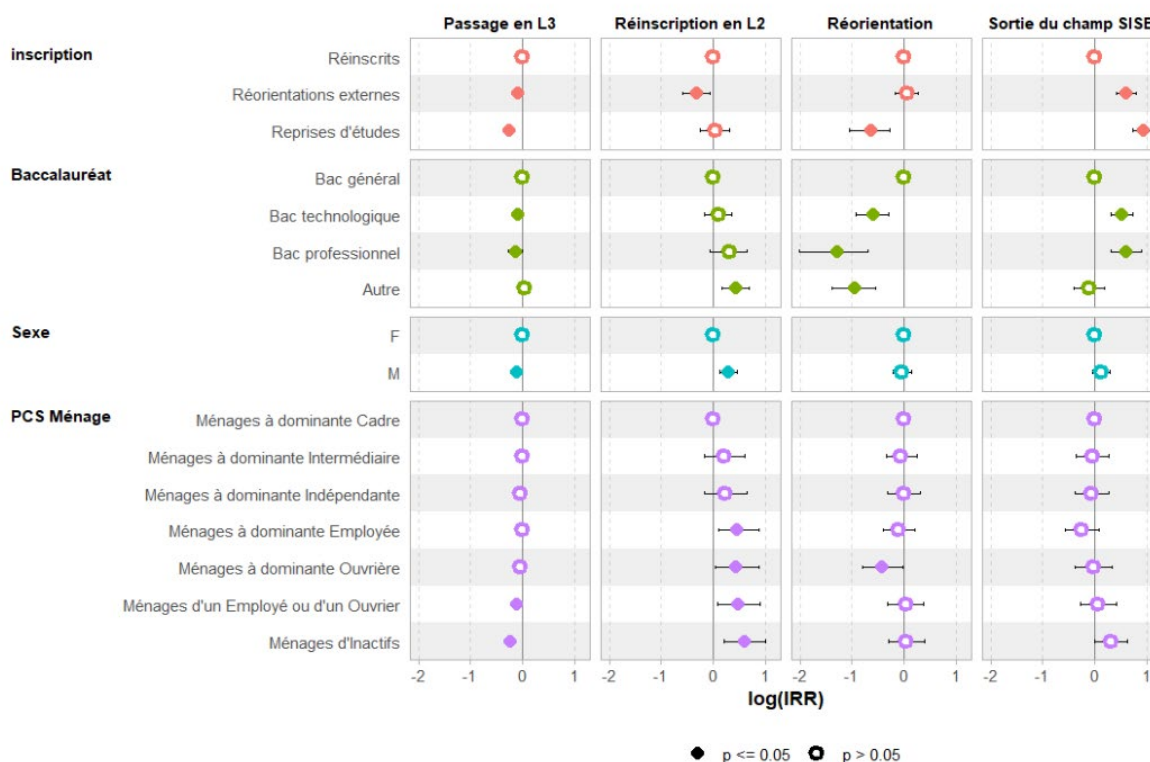
Dans la figure 2 on observe que le passage à la L2 a un effet de lissage sur la destinée des étudiant·es. Parmi eux, certain·es ont tout de même une probabilité moindre de rejoindre la L3. Les personnes en reprise d'études ont 25 % de chance de moins d'y aller que les réinscrit·es. Les étudiant·es issu·es de ménages d'inactif·ves ont une probabilité de 24 % inférieure que ceux des milieux cadres. Enfin, les hommes ont une probabilité de 10 % inférieure aux femmes d'y accéder.

Le sexe est la variable la plus significative pour les réinscriptions : les hommes ont 30 % de chances de plus de se réinscrire en L2 que les femmes. Les étudiant·es issu·es des catégories cadres, intermédiaires et indépendants pratiquent quant à eux peu la réinscription en L2, relativement aux autres catégories sociales.

Pour les réorientations en milieu de licence, la filière du baccalauréat est le frein le plus important. Les titulaires du bac professionnel se réorientent plus de deux fois moins que les bachelier·es généraux·ales (-128 %), une probabilité de 59 % inférieure pour les bachelier·es technologiques. Les personnes en reprise d'études ont une probabilité 64 % inférieure aux·es de se réorienter. D'un point de vue social, on observe une différence significative seulement pour les étudiant·es issu·es de ménages à dominante ouvrière qui ont une probabilité de se réorienter de 41 % inférieure à celle des enfants de cadres.

En L2, les étudiant·es les plus enclin·es à quitter le champ SISE sont ceux en reprise d'études qui se sont inscrit·es directement en L2. Les personnes en reprise d'études ont une probabilité près de deux fois plus élevée que les réinscrit·es de quitter le supérieur (+95 %), quand la probabilité augmente de 61 % pour les étudiant·es en réorientation externe. Enfin, le baccalauréat reste un facteur décisif pour les sorties en L2 puisque les bachelier·es professionnel·les ont une probabilité de 62 % plus élevée que les bachelier·es généraux·ales de quitter le supérieur, quand elle s'élève à 53 % pour les bacheliers technologiques.

Figure 2 • Régressions logistiques sur le devenir des étudiant·es de L1 (risque relatif)



## 2.4. Variations disciplinaires des profils et des opportunités

La massification des études supérieures s'est accompagnée d'une diversification des filières où l'on constate des écarts importants de recrutement social et scolaire (Bodin & Orange, 2013, p.131), à la faveur des élèves les plus favorisés sur le plan scolaire mais aussi culturel et économique. L'orientation des étudiant·es est fortement différenciée, car à la fois conditionnée par des goûts, des ambitions et des capacités construits socialement ; et contraints institutionnellement – voire algorithmiquement - par des logiques de gestion des flux et des places.

Pierre Merle appelle ce phénomène la démocratisation ségrégative, parce qu'elle reproduit les hiérarchies sociales au sein de l'enseignement supérieur par le jeu des filières (2017). Romuald Bodin et Sophie Orange observent que les licences d'ALSHS font partie des filières qui accueillent le plus les étudiant·es issus de milieux modestes et ce sont aussi celles où la part « d'abandon » est la plus importante (2013, p.117). Au sein même de l'UT2J, établissement spécialisé dans ces domaines d'études, le profil des étudiant·es inscrit·es peut-être très différent selon les disciplines comme on peut le voir dans le tableau 19.

Dans cette université majoritairement féminine, deux disciplines accueillent majoritairement des hommes : la géographie (60 %) et les mathématiques appliquées aux sciences sociales (64,5 %). À l'inverse, dans certaines disciplines, la part de femmes dépasse les trois quarts des inscrit·es : en sciences du langage et linguistique (85,4 %), en sciences de l'éducation (78 %), en psychologie et sciences cognitives (77,8 %) ainsi qu'en sciences de l'information et de la communication (77 %).

Deux autres disciplines accueillent une majorité de bacheliers : les arts (59 %) et les sciences de l'éducation (54,1 %). Les étudiant·es en réorientation externe sont proportionnellement plus nombreux en mathématiques appliquées aux sciences sociales (37,2 %), en sciences du langage et linguistique (30,5 %) et en sociologie-démographie (29,8 %). Les étudiant·es en reprise d'études représentent une part importante des inscrit·es en Archéologie, ethnologie, préhistoire, anthropologie (28,8 %), en philosophie, épistémologie (23 %) et en Psychologie, sciences cognitives (22,7 %). Enfin, la part des réinscrit·es est la plus importante en Langues et littératures françaises (26,3 %), en philosophie et épistémologie (23,4 %) et en langues et littératures étrangères appliquées (23 %).

Enfin, certaines disciplines se distinguent par un recrutement plus important parmi les étudiant·es issu·es de ménages à dominante cadre et intermédiaires comme l'Archéologie, ethnologie, préhistoire, anthropologie (38,4 %) et les arts (37 %). Quand la plupart ont un recrutement populaire avec une majorité d'étudiant·es issu·es de ménages à dominante ouvrière, d'un·es ouvrier·es ou d'un·es employé·es, ou d'inactif·ves, avec en tête les Langues et littératures étrangères (40,8 %), la sociologie – démographie (40,6 %), les Mathématiques appliquées et sciences sociales (39 %) et la philosophie, épistémologie (38,1 %).

**Tableau 19 • Profil des étudiant·es selon le secteur disciplinaire en L1 (%)**

	Bachelier·es	Réinscrit·es en L1	Réorientations externes	Reprises d'études	Ménage à dominante cadre-intermédiaire	Ménage à dominante ouvrière-monoactive d'un ouvrier ou employé-inactive	Femmes
<b>Mathématiques appliquées et sciences sociales</b>	25	20,9	37,2	15,7	22,7	39	35,5
<b>Langues et littératures étrangères</b>	38,5	23	21,9	16,5	25,5	40,8	65,4
<b>Philosophie, épistémologie</b>	28,5	23,4	25,1	23	28	38,1	50,6
<b>Sociologie, démographie</b>	36	18,9	29,8	13,8	26,7	40,6	62,7
<b>Langues et littératures françaises</b>	34,6	26,3	23,3	15,5	28,7	36,7	71,6
<b>Géographie</b>	33,8	19,5	24,8	21	33,8	37,6	40
<b>Histoire</b>	39,7	21,5	21,3	17,5	31,8	35,4	51,3
<b>Archéologie, ethnologie, préhistoire, anthropologie</b>	27,3	16,6	26,9	28,8	38,4	29,2	66,1
<b>Psychologie, sciences cognitives</b>	38,5	17,7	20,5	22,7	28,7	38,9	77,8
<b>Langues étrangères appliquées</b>	48,1	20,4	18,8	11,8	28,7	38,5	66,6
<b>Sciences du langage - linguistique</b>	32,1	19,8	30,5	17,5	26,9	34,1	85,4
<b>Sciences de l'information et la communication</b>	47,6	16,7	22,2	13,5	35,7	23,8	77
<b>Arts</b>	59	13,1	14	13,6	37	26,7	63,7
<b>Sciences de l'éducation</b>	54,1	5,3	22,4	18,3	32,5	36,6	78
<b>Ensemble</b>	<b>39,4</b>	<b>19,5</b>	<b>23</b>	<b>17,6</b>	<b>29,2</b>	<b>37,3</b>	<b>65,5</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES).

Lecture : Au cours de l'année 2016-2017, 34,6 % des L1 inscrit·es en langues et littératures françaises étaient des bachelier·es.

Champ : étudiant·es inscrit·es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017.

Ainsi, la capacité de rétention des disciplines ne s'explique pas seulement par la qualité intrinsèque liée à leur contenu, mais aussi et peut-être surtout, par le profil des étudiant·es qu'elle recrute et la place occupée par cette première année d'études dans leur parcours de formation.

Ainsi, dans le tableau 20, il apparaît que les disciplines qui accueillent en majorité des néobachelier·es et des publics favorisés sont celles où l'on observe le plus de réussite comme en sciences de l'éducation et en arts ou respectivement 81,7 % et 67 % des étudiant·es passent en L2. Ce sont aussi les formations qui sont le moins suivies de sorties du champ SISE (resp. 9,3 % et 14,9 %).

À l'inverse se sont les disciplines où le recrutement social est le plus populaire et où les réorienté·es et les reprises d'études sont relativement nombreux·ses où l'on observe le plus de sorties du champ SISE : en Mathématiques appliquées et sciences sociales (36,6 %), en langues et littératures étrangères (35,3 %), en philosophie, épistémologie (35,1 %) et en sociologie démographie (35 %).

Ce sont les disciplines où l'on accepte le plus de réinscriptions en L1 dans lesquelles le passage en L2 est le plus rare, ils ne sont que 24,8 % à passer en Langues et littératures étrangères et 26,8 % en philosophie, épistémologie. Ce sont aussi dans ces disciplines où l'on observe la part la plus importante de réorientations externes, respectivement 11,3 % et 10,9 %.

Contrairement à ce qu'ont observé Romuald Bodin et Sophie Orange, à l'UT2J, ce ne sont pas forcément les formations dont le contenu est le moins connu des lycéens qui connaissent les plus forts taux de réorientation (2013, p. 141). Si c'est le cas pour les sciences de l'information et de la communication (22,2 %) et les sciences du langage (17,5 %), la réorientation est relativement exceptionnelle en psychologie et sciences cognitives (9,8 %) ou en sciences de l'éducation (3,6 %).

Les interruptions d'études enfin sont les plus fréquentes pour les étudiant·es qui suivent des cursus linguistiques en langues étrangères appliquées (5,8 %) et en sciences du langage (5,5 %). Il est probable que ces étudiant·es aspirent à partir temporairement à l'étranger pour développer des compétences en langue.

Tableau 20 • Issue de la L1 selon le secteur disciplinaire (%)

	Passage en L2	Réinscription dans la même année	Réorientation interne	Réorientation externe	Interruption	Sortie du champ SISE
<b>Mathématiques appliquées et sciences sociales</b>	28,5	16,9	4,6	9,9	3,5	36,6
<b>Langues et littératures étrangères</b>	29,4	17,3	7,7	7,2	3,4	35,3
<b>Philosophie, épistémologie</b>	26,8	12,1	9,2	10,9	4,6	35,1
<b>Sociologie, démographie</b>	32,8	13,2	7,7	7,3	3,5	35
<b>Langues et littératures françaises</b>	24,8	12,5	13,4	11,3	3	34,9
<b>Géographie</b>	38,6	14,8	1,9	5,7	4,8	34,8
<b>Histoire</b>	33,2	12,7	8,2	9,4	3,1	32,6
<b>Archéologie, ethnologie, préhistoire, anthropologie</b>	39,5	12,5	8,9	4,8	4,4	29,5
<b>Psychologie, sciences cognitives</b>	42,7	16,1	3,1	6,7	3,8	27,6
<b>Langues étrangères appliquées</b>	29,4	21,9	8,6	9,2	5,8	25,9
<b>Sciences du langage - linguistique</b>	43,2	8,4	9,1	8,4	5,5	25,6
<b>Sciences de l'information et la communication</b>	42,9	8,7	15,9	6,3	0,8	25,4
<b>Arts</b>	67	5,6	2,9	3,8	3,8	14,9
<b>Sciences de l'éducation</b>	81,7	3,3	1,6	2	2	9,3
<b>Ensemble</b>	<b>37,7</b>	<b>14,1</b>	<b>7,7</b>	<b>7,5</b>	<b>3,8</b>	<b>30</b>

Source : système d'information décisionnel de l'UT2J apparié à SISE (MERS-SIES)

Lecture : Au cours de l'année 2016-2017, 24,8 % des L1 inscrit-es en langues et littératures françaises étaient passés en L2

Champ : étudiant-es inscrit-es en L1 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017

### 3. Itinéraires de sortie

#### Encadré 2 • Questionnaire (820 répondants)

Afin de pouvoir interpréter les résultats du suivi de cohorte, un questionnaire a été envoyé aux 4327 sortants. Des difficultés liées au caractère rétrospectif de l'étude qui consistait à recontacter, 5 ans après leur départ, les anciens étudiant·es qui ne consultaient plus forcément la boîte mail qu'ils avaient indiquée lors de leur inscription, pouvaient avoir oublié certains événements ou ne pas se sentir concernés par l'étude. 820 réponses ont été collectées, ce qui représente un échantillon correspondant à 19 % de la population cible, composé de 619 L1 (18,7 %) et 201 L2 (19,8 %). Les répondant·es à l'enquête correspondent à différents profils d'étudiant·es :

- 220 bachelier·es, lauréats en 2016 année de l'inscription en L1
- 281 réinscrit·es comprenant des redoublants, des réorientés internes et des poursuites d'étude
- 164 réorientations externes inscrit·es dans un autre établissement du supérieur l'année précédant l'inscription à l'UT2J
- 155 reprises d'études, inscrit·es dans aucun établissement du supérieur l'année précédant l'inscription à l'UT2J

#### 3.1. Dès l'inscription, pas nécessairement de volonté de diplomation

Au moment de la première inscription à l'UT2J, les étudiant·es étaient dans des situations très diverses. Si la majorité des répondant·es au questionnaire poursuivaient leurs études (41 % les études secondaires au lycée et 30,8 % les études supérieures), on en comptait aussi 17,3 % en emploi, 5,4 % en recherche d'emploi et 2,4 % de parents en foyer. La part de personnes en recherche d'emploi était plus importante en L2 (20,9 % contre 15,9 %). Dans le tableau 21, on observe que les trajectoires de ces étudiant·es sortis de l'UT2J sont très dépendantes de leur situation initiale. En particulier, les parents au foyer et les personnes en emploi sont les plus nombreux à sortir définitivement du champ SISE (respectivement 89,5 % et 78,3 % contre 65,1 % dans l'ensemble). Ces départs peuvent être liés à des difficultés pour concilier les emplois du temps universitaires et les contraintes familiales ou professionnelles. Les personnes initialement en emploi sont aussi, avec les personnes en poursuite d'études, les publics qui interrompent le plus fréquemment leur formation (respectivement 10,1 % et 10,6 % contre 9 % dans l'ensemble). Les étudiant·es qui poursuivaient une formation secondaire ou supérieure sont quant à eux ce qui se réorientent le plus souvent en dehors de l'UT2J (respectivement 30,8 % et 30,1 % contre 25,9 % dans l'ensemble) et qui atteignent le plus souvent le niveau licence (respectivement 17,7 % et 16,3 %). Les personnes en recherche d'emploi sont les profils de personnes en reprise d'études qui ont le plus tendance à se réorienter dans un autre établissement (18,6 %) et à décrocher la licence (9,3 %).



Tableau 21 • Parcours selon la situation à la première inscription en licence (%)

	Réorientation sortante de l'UT2J	Interruption	Obtention d'une licence	Sortie du champ SISE
En études secondaires	30,8	8,2	17,7	61
En études supérieures	30,1	10,6	16,3	59,3
En emploi (salarié ou à votre compte, y compris congé maternité, arrêt maladie)	11,6	10,1	7,2	78,3
En recherche d'emploi	18,6	9,3	9,3	72,1
Parent au foyer	10,5	0	0	89,5
Autre	24	4	12	72
<b>Ensemble</b>	<b>25,9</b>	<b>9</b>	<b>14,4</b>	<b>65,1</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J

Champ : 798 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question

Lecture : 30,8 % des étudiant·es en études secondaires avant leur inscription se sont réorienté·es dans un autre établissement

La notion de réussite ne peut se comprendre qu'en fonction des objectifs initiaux des étudiant·es. Par exemple, si les étudiant·es se sont inscrit·es sans nécessairement vouloir valider d'UE ou n'en valider que quelques-unes, comme c'est le cas pour 13,2 % et 3,3 % des étudiant·es interrogé·es, alors, la validation de l'année d'étude ou du diplôme ne fait pas partie des conditions nécessaires à la « réussite » de leur projet. En effet, 31,5 % des personnes ne cherchant pas à valider souhaitaient assister aux cours sans forcément aller aux examens, 24,4 % ne s'intéressaient qu'à une partie des cours seulement et 17,3 % manquaient de temps à consacrer à la formation. Pour ces dernier·es, un départ de l'université n'est pas envisagé comme un échec. Dans le tableau 22, on observe que les étudiant·es qui sont le plus souvent dans cet état d'esprit étaient en recherche d'emploi (20,5 %) ou en études supérieures (19,8 %) au moment de l'inscription.

Cependant, il existe aussi des écarts importants entre ces trajectoires et les intentions initiales. Parmi les personnes en reprise d'études, les parents au foyer et les personnes en emploi sont celles qui aspiraient le plus fréquemment à obtenir un diplôme (respectivement 83,3 % et 57,5 % contre 51 % dans l'ensemble) alors que 7 ans plus tard, ce sont celles et ceux qui ont le moins souvent atteint cet objectif (0 % et 7,2 %). Les personnes en études supérieures étaient plus nombreuses à vouloir valider l'année (41,7 %) qu'à chercher à obtenir le diplôme (38,5 %), ce qui laisse à penser qu'elles envisageaient leur année de formation comme une étape nécessaire avant de s'orienter dans une autre formation dans un autre établissement (30,1 %). De la même manière, une part importante des étudiant·es précédemment en recherche d'emploi cherchaient à valider seulement le niveau d'étude (38,2 %) et sont assez nombreux à s'être réorienté ensuite (18,6 %).

Tableau 22 • Objectif de validation selon la situation à la première inscription en licence (%)

	D'obtenir l'année d'études (niveau L1 ou L2)	D'obtenir le diplôme	De valider quelques Unités d'Enseignements (UE)	Je ne souhaitais pas nécessairement valider d'UE	Total
En études secondaires	28,9	57,5	1,5	12,1	100
En études supérieures	41,7	38,5	4,8	15	100
En emploi (salarié ou à votre compte, y compris congé maternité, arrêt maladie)	32,2	53,9	4,3	9,6	100
En recherche d'emploi	38,2	41,2	5,9	14,7	100
Parent au foyer	5,6	83,3	0	11,1	100
Autre	6,2	50	6,2	37,5	100
<b>Ensemble</b>	<b>32,5</b>	<b>51</b>	<b>3,3</b>	<b>13,2</b>	<b>100</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 648 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 28,9 % des étudiant·es en études secondaires avant leur inscription à l'UT2J avaient initialement pour objectif d'obtenir leur diplôme.

Contrairement aux idées reçues, les licences en humanités sont plus souvent choisies que subies par les étudiant·es. Dans le troisième chapitre de sa thèse sur les aspirations des étudiant·es admis·es en ALSHS à l'université, Mathieu Rossignol-Brunet observe, à partir de l'étude des bases Admission Post Bac et d'entretiens avec des étudiant·es de l'UT2J, que la plupart des néo-bacheliers admis·es dans ces filières avaient en première intention d'orientation de s'inscrire en licence en humanités. Certain·es étudiant·es se sont inscrit·es en ALSHS après avoir été recalés de formations sélectives. Cette coexistence de parcours d'admission conduit souvent, par effet de halo, à l'idée que les licences en humanités seraient des filières de la relégation ou des orientations « par défaut ». Selon l'auteur, il s'agirait plutôt d'orientations « contraintes » venues compenser des échecs dans des formations plus sélectives ou en tension.

Dans la présente enquête, 70,9 % des L1 et 78,9 % des L2 répondant·es avaient obtenu leur premier choix à l'UT2J. Dans le tableau 23, on remarque que les étudiant·es qui étaient déjà en études supérieures sont ceux qui déclarent le plus souvent une orientation contrainte (33,3 %). Quand les personnes en reprise d'études sont dans une situation qui coïncide avec leur aspiration initiale (pour plus de 80 %).

Tableau 23 • Priorité du choix selon la situation à la première inscription en licence (%)

	Premier choix	Choix de repli	Total
En études secondaires	71	29	100
En études supérieures	66,7	33,3	100
En emploi (salarié ou à votre compte, y compris congé maternité, arrêt maladie)	86,6	13,4	100
En recherche d'emploi	82,9	17,1	100
Parent au foyer	84,2	15,8	100
Autre	72	28	100
<b>Ensemble</b>	<b>73,4</b>	<b>26,6</b>	<b>100</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 734 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 71 % des étudiant·es en études secondaires avant leur inscription à l'UT2J voulaient cette formation en premier choix.

Le tableau 24 permet de constater que les objectifs de validation au moment de l'inscription sont affectés par l'intention initiale de s'inscrire à la formation. Parmi les étudiant·es qui souhaitaient valider le diplôme, 81,2 % avaient eu accès à leur premier choix. Cette proportion chutait à 54,2 % des étudiant·es qui ne souhaitaient pas nécessairement valider d'UE. Le fait de ne pas avoir obtenu son premier choix n'était pas toujours réhibitoire puisque 35,8 % des étudiant·es dont la formation n'était pas le premier choix souhaitaient tout de même obtenir le diplôme, alors qu'ils étaient 57,3 % parmi ceux qui avaient obtenu leur premier choix.

**Tableau 24 • Objectif de validation à l'inscription selon la priorité de la formation suivie parmi les choix envisagés (%)**

	Premier choix	Choix de repli	Total
<b>D'obtenir l'année d'études (niveau L1 ou L2)</b>	68,4	31,6	<b>100</b>
<b>D'obtenir le diplôme</b>	81,2	18,8	<b>100</b>
<b>De valider quelques Unités d'Enseignements (UE)</b>	68,8	31,3	<b>100</b>
<b>Je ne souhaitais pas nécessairement valider d'UE</b>	54,2	45,8	<b>100</b>
<b>Ensemble</b>	<b>73,4</b>	<b>26,6</b>	<b>100</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 648 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à l'enquête.

Lecture : Les étudiant·es inscrit·es en premier choix représentaient 68,4 % de celles et ceux qui avaient pour objectif de valider leur année d'études.

La part la plus importante des étudiant·es qui ne sont pas inscrits en premier souhait voulait rejoindre un BTS (16,5 %). Mais on voit aussi, dans le tableau 25, qu'une part importante d'étudiant·es désiraient la même formation dans un autre établissement (11,9 %), une autre formation à l'UT2J (11,3 %) ou une autre formation dans une autre université (11,3 %). En d'autres termes, 34,5 % des étudiant·es qui n'ont pas obtenu leur premier choix souhaitaient rejoindre une licence. D'autres n'ont pas eu accès à des formations plus sélectives comme les écoles artistiques et culturelles (10,8 %), les DUT (7,2 %), les CPGE (6,2 %) ou les écoles sanitaires et sociales (6,2 %).

**Tableau 25 • Vœux initial des étudiant·es dont l'inscription en L1 n'était pas le premier choix (%)**

	%
<b>Un BTS ou un BTSA</b>	16,5
<b>La même formation dans un autre établissement</b>	11,9
<b>Une autre formation à l'UT2J</b>	11,3
<b>Une autre formation dans une autre université</b>	11,3
<b>Une école artistique et culturelle</b>	10,8
<b>Un DUT</b>	7,2
<b>Une classe préparatoire aux grandes écoles</b>	6,2
<b>Une école de formation sanitaire et sociale</b>	6,2
<b>Une autre formation sur concours, entretien, dossier</b>	5,7
<b>Une formation à l'étranger</b>	2,6
<b>Une école de commerce</b>	2,1
<b>Sciences Po</b>	1,5
<b>Autre</b>	6,7
<b>Total</b>	<b>100</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J

Champ : 194 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 alors que ce n'était pas leur premier choix.

Lecture : 16,5 % des étudiant·es inscrit·es en second choix à l'université voulaient faire un BTS.

### 3.2. Les apports périphériques du passage en licence

Durant l'année où ils étaient inscrits en L1 ou L2, 36,4 % des étudiant·es sortant·es qui ont répondu au questionnaire n'ont participé à aucune activité de l'UT2J (réunion, cours sur place ou en ligne, association...) et 39 % n'ont validé aucune unité d'enseignement. Cela signifie que près des deux tiers ont potentiellement retiré quelque chose de ce passage.

Les inscriptions ont été motivées par une pluralité de motifs de l'ordre de l'intérêt, du choix pragmatique ou du choix par défaut comme le montre le tableau 26. Les étudiant·es de L1 et L2 à l'UT2J avaient des motivations variées pour s'inscrire en licence. La majorité (55,7 %) avait un intérêt pour la discipline. Un pourcentage important (27,5 %) visait l'obtention d'un diplôme, tandis que 27,2 % des étudiant·es avaient un projet professionnel en tête. Certain·es concevaient leur formation à l'UT2J comme un tremplin pour accéder à une autre formation (7,6 %) ou pour préparer un concours (6,6 %). Ces chiffres révèlent une diversité d'objectifs, allant du goût académique à des choix plus pragmatiques ou par défaut. Cependant, un nombre non négligeable d'étudiant·es (22,6 %) ne savait pas quoi faire d'autre, 11 % n'ont pas pu s'inscrire dans la formation de leur choix et 7,1 % recherchaient le statut étudiant., ce qui suggère une orientation par défaut pour une partie des inscrits.

**Tableau 26 • Motifs de l'inscription en licence ( %, choix multiple)**

	%
<b>Intérêt pour la discipline</b>	55,7
<b>Obtention d'un diplôme</b>	27,5
<b>Projet professionnel</b>	27,2
<b>Ne savait pas quoi faire d'autre</b>	22,6
<b>N'a pas pu s'inscrire dans la formation de son choix</b>	11,0
<b>Préparation de l'entrée dans une autre formation</b>	7,6
<b>Statut étudiant</b>	7,1
<b>Préparation d'un concours</b>	6,6
<b>Perspectives professionnelles</b>	6,1
<b>Satisfaction d'un ou des membres de l'entourage</b>	5,3
<b>Proximité de l'établissement</b>	5,1
<b>Bouche-à-oreille</b>	3,9
<b>Aménagements adaptés</b>	3,3
<b>Suivre le choix d'un ami</b>	1,6
<b>Autre</b>	4,8

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 788 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 55,7 % des étudiant·es se sont inscrit·es en licence par intérêt pour la discipline.

Le motif d'inscription a un effet non négligeable sur la motivation des étudiant·es à assister aux cours et aux examens. Le tableau 27 montre les opportunités de validation des étudiant·es sortant·es selon leur niveau d'assiduité à l'université. Ceux qui n'étaient jamais absent·es en cours valident plus souvent leur année (36,5 %) comparé·es à ceux qui étaient toujours absents (22,5 %). Pour les examens, les absents réguliers valident rarement l'année d'étude (9,2 %) car cela suppose que leurs enseignant·es leur permettent de le faire sur dossier ou d'accéder aux rattrapages. Les étudiant·es de la promotion précédente de la région Aquitaine étaient plus d'un tiers à indiquer qu'ils et elles ne venaient pas en cours pour des raisons professionnelles dans le questionnaire soumis par Joël Zaffran et à Maud Aigle (2020).

Tableau 27 • Validation de l'année selon l'absence en cours et en examen (%)

		L'année d'étude	Le 1er semestre	Quelques UE	Rien du tout	Total
<b>Absence aux cours (CM et TD)</b>	<b>Jamais</b>	36,5	7,7	21,2	32,7	<b>100</b>
	<b>Exceptionnellement</b>	40,1	14,8	21,4	22	<b>100</b>
	<b>Souvent</b>	10,1	12,1	21,5	56,4	<b>100</b>
	<b>Toujours</b>	22,5	2,5	10	65	<b>100</b>
	<b>Non concerné</b>	31,1	6,7	31,1	31,1	<b>100</b>
<b>Absence aux examens</b>	<b>Jamais</b>	42,4	13,1	22,5	20,8	<b>100</b>
	<b>Exceptionnellement</b>	18,3	18,3	30,5	31,7	<b>100</b>
	<b>Souvent</b>	6	8	28	58	<b>100</b>
	<b>Toujours</b>	9,2	3,1	6,2	81,5	<b>100</b>
	<b>Non concerné</b>	17,6	0	8,8	73,5	<b>100</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 477 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 36,5 % des étudiant·es n'ayant jamais été absent·es en cours ont validé leur année d'étude.

Les principaux motifs de départ sont liés au fait de s'adapter aux attentes du travail universitaire (tableau 28) : le besoin d'encadrement (23,8 %) et les difficultés à suivre les cours arrivent en tête (21,2 %), avec l'inscription dans une autre formation (23,8 %). Sont évoquée ensuite des déceptions liées à la discipline elle-même (12,8 %) et aux perspectives qu'elle offre (15,3 %). Les raisons personnelles sont également des motifs importants d'arrêt, principalement les difficultés financières (14,2 %), mais aussi familiales (11,7 %), professionnelles (10,5 %) et de santé (7,5 %). Parmi les autres raisons, qui représentent tout de même 13 %, nombreux·ses étudiant·es ont indiqué en clair avoir fait un choix entre deux cursus suivis en parallèle ou avoir dû déménager.

Tableau 28 • Motif de l'arrêt de la formation (% , choix multiple)

	%
<b>Besoin d'encadrement</b>	23,8
<b>Inscription dans une autre formation</b>	23,8
<b>Difficultés à suivre</b>	21,2
<b>Manque de perspectives ou de débouchés</b>	15,3
<b>Raisons financières</b>	14,2
<b>Manque d'intérêt pour la discipline</b>	12,8
<b>Raisons familiales</b>	11,7
<b>Formation trop éloignée du lieu de résidence</b>	11,2
<b>Raisons professionnelles</b>	10,5
<b>Fréquence des mouvements sociaux</b>	8,8
<b>Embauche</b>	8,0
<b>Raison de santé</b>	7,5
<b>Appréciation négative de l'établissement</b>	6,0
<b>Année de césure</b>	3,6
<b>Connaissances ou compétences recherchées acquises</b>	2,7
<b>Situations pénibles ou douloureuses dans mes relations au sein de l'université</b>	2,4
<b>Service civique</b>	2,4
<b>Autre</b>	13,0

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 751 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 23,8 % des étudiant·es ont quitté la formation en raison d'un besoin d'encadrement.

Malgré leur départ, les étudiant·es ont retiré divers bénéfices de leur passage en licence présenté dans le tableau 29. Rares sont ceux qui déclarent n'avoir retiré aucun bénéfice (10,7 %) ou avoir perdu leur temps (10,5 %). En premier lieu, de manière assez logique, l'acquisition de connaissances (51,3 %) et de

compétences (29,8 %), mais aussi la connaissance de soi (35,3 %), notamment pour les personnes à l'aube de leur vie d'adulte. Nombreux·ses se satisfont de leur passage à l'université en tant qu'expérience de vie, à travers de bons moments passés (30,7 %) et des rencontres qu'ils et elles ont pu y faire (28,1 %). Enfin, cette année a été décisive pour l'orientation de nombreux·ses étudiant·es : 13,8 % se sont préparé pour une autre formation, 11,2 % ont confirmé leur projet d'études et 9,6 % l'ont construit.

**Tableau 29 • Bénéfices retirés du passage à l'UT2J (% , choix multiple)**

	%
<b>Acquisition de connaissances</b>	51,3
<b>Connaissance de soi</b>	35,3
<b>Bons moments</b>	30,7
<b>Acquisition de compétences (savoir-faire, savoir-être)</b>	29,8
<b>Rencontres (connaissances, amitiés...)</b>	28,1
<b>Épanouissement intellectuel</b>	20,0
<b>Préparation pour une autre formation</b>	13,8
<b>Confirmation du projet d'études</b>	11,2
<b>Construction du projet d'études</b>	9,6
<b>Construction du projet professionnel</b>	9,2
<b>Préparation de l'insertion professionnelle</b>	4,6
<b>Obtention d'un concours</b>	2,9
<b>Construction du réseau professionnel</b>	0,4
<b>Autre</b>	2,2
<b>Aucun bénéfice</b>	10,7
<b>Perte de temps</b>	10,5

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 456 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 51,3 % des étudiant·es ont retiré des connaissances de leur passage à l'UT2J.

À l'exception de 17,1 % d'entre elleux, les étudiant·es ont eu l'occasion de développer des connaissances et des compétences à l'UT2J présentées dans le tableau 30. Ils et elles ont avant tout développé des *soft skills*, c'est-à-dire des compétences comportementales, telles que la culture générale (34,7 %) l'autonomie (30,3 %) et la connaissance de soi (22,5 %).

Les compétences qui ont des implications plus directes sur le travail académique arrivent au second plan avec en tête la recherche documentaire (17,8 %), la connaissance d'une autre langue (16,2 %) ou l'organisation (10,8 %).

Tableau 30 • Compétences retirées du passage à l'UT2J (% , choix multiple)

	%
<b>Culture générale</b>	34,7
<b>Autonomie</b>	30,3
<b>Connaissance de soi</b>	22,5
<b>Recherche documentaire</b>	17,8
<b>Connaissance d'une autre langue</b>	16,2
<b>Adaptation, polyvalence</b>	14,8
<b>Esprit critique</b>	13,1
<b>Confiance en soi</b>	11,5
<b>Organisation</b>	10,8
<b>Récolte d'informations</b>	10,1
<b>Analyse de l'information</b>	9,2
<b>Rédaction</b>	9,2
<b>Savoir apprendre et rester informé</b>	8,5
<b>Collaboration au sein d'un collectif</b>	7,7
<b>Compréhension littéraire</b>	7,0
<b>Communication orale</b>	6,3
<b>Connaissance de la langue française</b>	5,6
<b>Argumentation</b>	4,9
<b>Compréhension audiovisuelle</b>	4,9
<b>Utilisation des outils informatiques</b>	4,2
<b>Créativité et innovation</b>	3,5
<b>Respect des consignes et des attentes</b>	3,3
<b>Résolution de problèmes</b>	3,1
<b>Compréhension numérique</b>	2,8
<b>Communication visuelle</b>	2,6
<b>Gestion de projet</b>	2,3
<b>Autre</b>	2,1
<b>N'a pas développé de compétence</b>	17,1

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 426 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 51,3 % des étudiant·es ont retiré des connaissances de leur passage à l'UT2J.

Malgré un taux significatif de départ en premier cycle universitaire, le passage en licence à l'UT2J apporte des bénéfices et des compétences à une large majorité d'étudiant·es présent·es, tant sur le plan académique que personnel, qu'ils et elles peuvent réinvestir ensuite dans d'autres formations.

### 3.3. Des (ré)orientations à succès

47,1 % des étudiant·es disent ne pas avoir cherché d'information pour éventuellement se réorienter. Quant aux autres, ils et elles mobilisent une variété de sources d'information comme nous pouvons le voir dans le tableau 31. Comme les lycéen·nes (Blanchard et al., 2023), les étudiant·es des premiers cycles universitaires consultent d'abord leurs proches, les ressources numériques apparaissant comme secondaire. Les amis (11,4 %) et les parents (10,5 %) sont les personnes les plus fréquemment consultées. Les sites ou comptes officiels des établissements du supérieur (8,5 %) et du site de l'ONISEP (7,2 %) arrivent en second lieu. Les autres sources numériques, comme les contenus sur des chaînes YouTube (2,6 %) et les réseaux sociaux (1,6 %) restent très marginales.

Parmi les professionnels de l'orientation, Pôle emploi (5,0 %, devenu depuis France Travail) est la source la plus notable, compte tenu du nombre important de personnes en reprise d'études. Les experts de l'orientation « scolaires » sont relativement moins consultés : 4,8 % des étudiant·es interrogent des conseillers d'orientation, psychologues ou coachs privés et 4,6 % se rendent dans des salons étudiant·es. Le service

commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle mis à disposition par l'UT2J est très peu sollicité (1,3 %).

**Tableau 31 • Sources d'information mobilisées pour la réorientation (%)**

	%
<b>Ami-es</b>	11,4
<b>Parents</b>	10,5
<b>Sites ou comptes officiels des établissements du supérieur</b>	8,5
<b>Site de l'ONISEP</b>	7,2
<b>Autres proches</b>	6,3
<b>Pôle emploi</b>	5,0
<b>Conseiller-e d'orientation, psychologue ou coach privé</b>	4,8
<b>Salon étudiant</b>	4,6
<b>Étudiant-es</b>	4,0
<b>Test d'orientation</b>	3,9
<b>Enseignant-es</b>	3,2
<b>Stage</b>	3,0
<b>Revues spécialisées en papier ou en ligne</b>	2,9
<b>Contenus sur des chaînes YouTube</b>	2,6
<b>Salon professionnel</b>	2,3
<b>Travail étudiant ou emploi saisonnier</b>	2,3
<b>Site du service public</b>	2,2
<b>Contenus sur des réseaux sociaux</b>	1,6
<b>Offres sur des plateformes d'emploi</b>	1,6
<b>Maison de l'Orientation</b>	1,6
<b>Service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle</b>	1,3
<b>Réunions d'information dans d'autres établissements</b>	1,3
<b>Forum de discussion en ligne</b>	0,4
<b>Autre</b>	8,1
<b>Aucune</b>	47,1

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant-es, OVE UT2J.

Champ : 694 étudiant-es sortant-es inscrit-es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 11,4 % des étudiant-es se sont informés sur l'orientation auprès de leurs ami-es pour se réorienter.

Dans le tableau 32, on observe qu'au sortir des premiers cycles universitaires, 40,4 % des étudiant-es réorienté-es ajustent leur trajectoire « par le bas » (Bodin & Orange, 2013, p.134), se tournant vers un BTS ou un BTSA (23,9 %) ou une école de formation sanitaire et sociale (16,5 %). Une part tout aussi importante opte pour une orientation « horizontale » : 40,7 % des étudiant-es réorienté-es se sont inscrits dans la même formation (13,3 %) ou une autre (27,4 %) dans une autre université. Enfin, l'UT2J a la spécificité de servir de « tremplin » pour intégrer les écoles artistiques et culturelles pour 9,9 % des réorienté-es.

Parmi ces étudiant-es, une partie s'était inscrite à l'UT2J dans l'attente de préparer un concours ou de pouvoir être accepté-es dans leur formation de premier choix (Bodin & Orange, 2013, p.123-124). La stratégie s'est avérée particulièrement payante pour les aspirant-es aux formations sanitaires et sociales (90,9 %) et au BTS ou BTSA (68 %).

En bout de course, ces réorientations se sont soldées le plus souvent par des réussites pour les trois quarts environ des personnes réorienté-es dans des formations sanitaires et sociales (77,2 %), en BTS ou BTSA (74,1 %) ou dans la même formation dans un autre établissement (75,4 %). Le taux de réussite approche les 70 % pour les écoles artistiques et culturelles (69,4 %) et les autres formations dans les autres universités (68,9 %).



Tableau 32 • Destination des étudiant·es réorienté·es (%)

	Ensemble	% de ceux dont c'était le premier choix	% de formations validées 5 ans plus tard
Une autre formation dans une autre université	27,4	53,8	68,9
Un BTS ou un BTSA	23,9	68	74,1
Une école de formation sanitaire et sociale	16,5	90,9	77,2
La même formation dans un autre établissement	13,3	66,7	75,4
Une école artistique et culturelle	9,9	52,6	69,4
Un DUT	3,2	30	86,7
Une école de commerce	2,4	0	100
Une école d'ingénieur	1,4	0	71,4
Une classe préparatoire aux grandes écoles	1,2	9,1	60
Sciences Po	0,8	0	50

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 497 étudiant·es réorientés après leur départ L1 ou L2 à l'UT2J répondant à la question.

Lecture : 27,4 % des étudiant·es réorienté·es ont choisi une autre formation dans une autre université, c'était le cas 53,8 % des étudiant·es souhaitant dès l'inscription à l'UT2J rejoindre une autre formation dans une autre université.

Bien que les étudiant·es utilisent relativement peu les sources d'information à leur disposition pour se réorienter, ils et elles sont souvent parvenu·es à trouver une formation courte ou une autre formation universitaire qu'ils et elles ont souvent validée par la suite.

### 3.4. Diplomation et insertion à 5 ans

Cinq ans après leur sortie de L1 ou L2, 91,5 % des étudiant·es sont actifs et actives. Cependant, 46,1 % d'entre eux ont connu une période d'inactivité, avec une durée moyenne de 11 mois et une médiane de 15 mois. Près de la moitié ont donc rencontré des difficultés d'insertion sur le marché du travail durant cette période. Comme l'a montré Boris Ménard, le « décrochage » n'est pas sans conséquence sur l'insertion professionnelle de ces étudiant·es, relativement à ceux diplômés du supérieur (Ménard, 2014).

Le Tableau 33 montre que, dans l'ensemble, 65,6 % des étudiant·es sont en emploi cinq ans après avoir quitté l'université. Ce pourcentage est plus élevé pour ceux ayant quitté en L2 (76,4 %) que ceux ayant quitté en L1 (61,3 %). De plus, 15,8 % sont encore en études, tandis que 11,5 % sont en recherche d'emploi. Les autres situations incluent la formation autre (4,2 %), le statut de parent au foyer (2 %), et l'activité bénévole (0,9 %).

Tableau 33 • Situation 5 ans plus tard (%)

	L1	L2	Ensemble
En emploi	61,3	76,4	65,6
En études	19,3	7,2	15,8
En recherche d'emploi	12	10,3	11,5
En formation autre	4,3	4,1	4,2
Parent au foyer	2,2	1,5	2
En activité bénévole	1	0,5	0,9
Total	100	100	100

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 609 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 91,3 % des étudiant·es sorti·es de l'UT2J en L1 ont obtenu un diplôme ailleurs 5 ans plus tard.

Parmi ceux qui suivent encore une formation cinq ans après leur sortie, présentée dans le tableau 34, 28,2 % sont inscrit·es dans une autre formation universitaire, 19,1 % dans une école de formation sanitaire et sociale, 11,8 % dans une école de commerce et 10 % dans une école artistique et culturelle. Il est notable que 28,8 %

des étudiant·es en formation cinq ans après estiment qu'elle est "plutôt en lien" ou "très en lien" avec celle qu'ils et elles suivaient à l'UT2J.

**Tableau 34 • Formation suivie 5 ans après (%)**

	%
<b>Une autre formation universitaire</b>	28,2
<b>Une école de formation sanitaire et sociale</b>	19,1
<b>Une école de commerce</b>	11,8
<b>Une école artistique et culturelle</b>	10
<b>La même discipline dans un autre établissement</b>	6,4
<b>Un BTS ou un BTSA</b>	6,4
<b>Sciences Po</b>	1,8
<b>Une classe préparatoire aux grandes écoles</b>	1,8
<b>Une école d'ingénieur</b>	1,8
<b>Autre</b>	12,7

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 110 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 toujours en formation 5 ans plus tard répondant à la question.

Lecture : 28,2 % des étudiant·es toujours en formation 5 ans plus tard sont dans une autre formation universitaire.

20,8 % des étudiant·es en activité 5 ans plus tard estiment qu'elle est « plutôt en lien » ou « très en lien » avec la formation qu'ils suivaient à l'UT2J. Le tableau 35 indique que 51,1 % d'entre eux travaillent pour une entreprise privée, 19,7 % pour une administration ou un organisme public d'État, 11,5 % pour une association (loi 1901) et 10,1 % sont travailleurs indépendants ou en profession libérale.

**Tableau 35 • Employeurs des sortants 5 ans après (%)**

	%
<b>Une entreprise privée</b>	51,1
<b>Une administration ou un organisme public d'Etat</b>	19,7
<b>Une association (loi 1901)</b>	11,5
<b>Vous-même en travailleur indépendant ou profession libérale</b>	10,1
<b>Une collectivité territoriale</b>	4,9
<b>Autre</b>	2,8

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J

Champ : 615 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 en activité 5 ans plus tard répondant à la question.

Lecture : 51,1 % des étudiant·es sortant·es en L1 ou L2 en activité 5 ans plus tard travaillaient pour une entreprise privée.

En ce qui concerne le type de contrat, 44,1 % sont en CDI, 23,2 % en CDD, 9,7 % sont fonctionnaires et 9,4 % sont en profession libérale, indépendants, chefs d'entreprise ou autoentrepreneurs. Ce résultat présenté dans le tableau 36 signale donc qu'une sortie précoce de l'université n'est pas nécessairement un déclencheur de la précarité sur le marché de l'emploi puisque près de la moitié des sortants décrochent un emploi relativement stable.

Tableau 36 • Type de contrat de travail 5 ans plus tard (%)

	%
<b>CDI</b>	44,1
<b>CDD</b>	23,2
<b>Fonctionnaire</b>	9,7
<b>Profession libérale, indépendant, chef d'entreprise, autoentrepreneur</b>	9,4
<b>Contrat d'apprentissage</b>	5
<b>Intérimaire</b>	3,1
<b>Intermittent du spectacle, pigiste</b>	1,8
<b>Contrat de professionnalisation</b>	1,5
<b>Contrat spécifique au doctorat</b>	0,6
<b>Vacataire</b>	0,6
<b>Emplois aidés</b>	0,5
<b>Activité non déclarée</b>	0,3
<b>Volontariat international</b>	0,2

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 617 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 en activité 5 ans plus tard répondant à la question.

Lecture : 44,1 % des étudiant·es sortant·es en L1 ou L2 en activité 5 ans plus tard étaient en CDI.

Dans le tableau 37, on voit que près de la moitié des étudiant·es sortant·es accèdent à un statut de classe moyenne (44,4 % : 27,6 % sont employés administratifs d'entreprise, de commerce ou personnels de service) et 16,8 % occupent des emplois de niveau intermédiaire (techniciens, agents de maîtrise, maîtrise administrative et commerciale, VRP). Plus de 30 % atteignent tout de même le statut de cadre (30,9 % : 14,2 % sont ingénieurs, cadres ou exercent des professions intellectuelles supérieures, 10,7 % sont personnels de catégorie A de la fonction publique, 6 % sont en profession libérale) ce qui indique que la sortie précoce d'une formation à l'université n'est pas nécessairement synonyme de déclassement social. Comme l'a montré Fanette Merlin dans sa thèse de doctorat (2020), les « décrocheurs » connaissent une meilleure insertion que ceux n'ayant pas entamé d'études supérieures.

Tableau 37 • Catégorie socioprofessionnelle 5 ans plus tard (%)

	%
<b>Employé administratif d'entreprise, de commerce, personnel de service</b>	27,6
<b>Emploi de niveau intermédiaire : technicien.ne, agent de maîtrise, maîtrise administrative et commerciale, VRP</b>	16,8
<b>Ingénieur, cadre, professions intellectuelles supérieures</b>	14,2
<b>Personnel de catégorie A de la fonction publique</b>	10,7
<b>Personnel de catégorie C de la fonction publique</b>	6,7
<b>Artisan, commerçant, chef d'entreprise</b>	6,6
<b>Profession libérale</b>	6
<b>Ouvrier</b>	5,4
<b>Personnel de catégorie B de la fonction publique</b>	5,4
<b>Agriculteur</b>	0,7

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 575 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 en activité 5 ans plus tard répondant à la question.

Lecture : 27,6 % des étudiant·es sortant·es en L1 ou L2 en activité 5 ans plus tard étaient employés administratifs d'entreprise, de commerce ou personnel de service.

Concernant le niveau le plus élevé de diplôme, la différence majeure entre les étudiant·es ayant quitté l'université en L1 et en L2 se situe au niveau du baccalauréat (tableau 38). 38,7 % des étudiant·es sorti·es n'ont véritablement pas « accroché » à l'enseignement supérieur et sont toujours au niveau baccalauréat 5

ans plus tard, quand cela ne concerne plus que 18,3 % des L2. 17,3 % des étudiant·es sortant·es ont en fin de compte réajusté leur trajectoire « par le bas » (Bodin & Orange, 2013, p.134), passant notamment de l'université aux STS (12 %). Toutefois, la sortie de l'UT2J n'est pas nécessairement le signe d'un abandon des formations longues ou universitaires sur le long terme. En effet, 22,2 % des étudiant·es sortant·es ont validé un niveau bac+3 au bout de 5 ans, dont 12 % une licence, et 19,9 % avaient un niveau d'étude bac+5, dont 8,2 % un master.

**Tableau 38 • Niveau d'études le plus élevé 5 ans plus tard (%)**

	<b>L1</b>	<b>L2</b>	<b>Ensemble</b>
<b>Bac ou équivalent</b>	38,7	18,3	<b>32,8</b>
<b>Un BTS ou un BTSA</b>	12,6	10,7	<b>12</b>
<b>Un autre diplôme de niveau Bac+2</b>	5,3	5,1	<b>5,3</b>
<b>Une licence</b>	11,9	12,2	<b>12</b>
<b>Un DUT ou BUT</b>	1	0	<b>0,7</b>
<b>Un autre diplôme de niveau Bac+3</b>	8,8	11,2	<b>9,5</b>
<b>Un diplôme de niveau Bac+4</b>	7,4	9,6	<b>8,1</b>
<b>Un Master ou équivalent</b>	4,7	16,8	<b>8,2</b>
<b>Un autre diplôme de niveau Bac+5</b>	8,8	15,2	<b>10,7</b>
<b>Un doctorat</b>	0,6	1	<b>0,7</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : enquête par questionnaire sur le devenir des étudiant·es, OVE UT2J.

Champ : 683 étudiant·es sortant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J au cours de l'année académique 2016-2017 répondant à la question.

Lecture : 32,8 % des étudiant·es sortant·es avaient un niveau bac ou équivalent 5 ans plus tard, cela représente 38,7 % de ceux sorti·es en L1 et 18,3 % de ceux sorti·es en L2.

Le niveau d'études n'est pas figé à bac+5. En effet, 27,2 % des répondant·es aimeraient reprendre une formation : 19,8 % souhaiteraient reprendre le cursus qu'ils ou elles ont abandonné à l'UT2J, 17,5 % une formation avec le compte personnel de formation (CPF) et 15,9 % une autre formation universitaire.

## Pour conclure et poursuivre...

L'analyse des trajectoires des étudiant·es sortant·es de l'UT2J permet, en analysant leurs profils, leurs motivations et leur situation d'arrivée, d'entrevoir la complexité qui se cache derrière l'expression galvaudée d'abandon.

Tout d'abord, les données montrent une diversité notable des profils d'étudiant·es inscrit·es en première et deuxième année. En L1, les néobachelier·es généraux·ales constituent le groupe majoritaire, mais une proportion significative d'étudiant·es provient de réorientations externes ou sont en reprises d'études. Cette diversité reflète une ouverture de l'UT2J à différents parcours académiques et professionnels, mais elle présente également des défis en termes d'accompagnement à l'acquisition des méthodes de travail universitaire. Les étudiant·es sortant·es se sentant souvent pas assez accompagné et déplorant avoir du mal à suivre les cours.

Ensuite, l'étude des départs met en évidence que les étudiant·es issu·es de milieux populaires et les hommes sont plus susceptibles de quitter l'université prématurément. Ces départs ne sont pas purement le résultat de difficultés académiques, mais dépendent aussi de facteurs sociaux et économiques. Les étudiant·es des classes moyennes et populaires, souvent moins bien préparés aux exigences universitaires et disposant de moins de ressources, sont particulièrement vulnérables.

Il apparaît toutefois que quitter l'université en L1 ou en L2 n'est pas toujours synonyme d'échec. De nombreux·ses étudiant·es se réorientent vers des filières plus adaptées à leurs aspirations et capacités, souvent avec succès. Ces réorientations sont majoritairement "par le bas", c'est-à-dire vers des formations plus professionnalisantes ou moins sélectives, mais elles permettent souvent aux étudiant·es de trouver une voie plus en adéquation avec leurs attentes et leur profil. Ce phénomène souligne l'importance d'un système d'orientation flexible et réactif, capable de guider les étudiant·es des premiers cycles universitaires vers des alternatives constructives.

Enfin, malgré les départs précoces, une proportion significative d'étudiant·es finit par obtenir un diplôme à long terme. Cela démontre que la persévérance peut prendre des chemins détournés et que l'université joue un rôle majeur en tant que lieu d'expérimentation et de construction progressive des parcours académiques et professionnels. Les parcours non linéaires, bien qu'ils soient parfois perçus négativement, peuvent conduire à des réussites tardives qui ne doivent pas être sous-estimées.

Les résultats de cette étude confirment l'ampleur du phénomène d'attrition en licence à l'UT2J, mais ils apportent également des nuances importantes. Plutôt que de considérer les départs comme des échecs définitifs, il invite à les comprendre dans le contexte plus large des trajectoires éducatives et professionnelles.

Les données révèlent que de nombreux·ses étudiant·es trouvent leur voie en dehors du parcours universitaire linéaire, que ce soit à travers des réorientations ou en intégrant plus tard le marché du travail. Ces résultats suggèrent que l'université doit non seulement travailler à améliorer la rétention, mais aussi valoriser et soutenir les itinéraires de sortie réussis. Les politiques éducatives doivent donc être suffisamment flexibles pour permettre des transitions fluides entre différentes filières et niveaux de formation, et offrir un accompagnement adapté tout au long de ces parcours.

En conclusion, les premiers cycles universitaires à l'UT2J représentent à la fois un défi et une opportunité. Le défi réside dans la nécessité de prévenir le nombre d'« abandons » et d'« échecs », en particulier parmi les étudiant·es les plus vulnérables. L'opportunité, quant à elle, repose sur la capacité de l'université à servir de tremplin pour des parcours diversifiés et souvent non linéaires, en offrant des ressources et un soutien adapté à la diversité des profils étudiants. Une approche holistique, centrée sur l'accompagnement personnalisé et la valorisation des réorientations réussies, apparaît donc comme essentielle pour répondre aux défis posés par l'attrition en licence et maximiser le potentiel de chaque étudiant·e.

## Bibliographie

- Annot, E. (2012). 3. Les pratiques d'aide à la réussite. Du tutorat au plan licence. Dans *La réussite à l'université* (p. 111-138). Vol. 1<sup>re</sup> éd., *Pédagogies en développement*. Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.
- Blanchard, M, Déage, M. & Saccomanno, B. (2023). Orientation et usage des ressources numériques des lycéen·nes : une pratique classante ? *L'Orientation scolaire et professionnelle*, 52/1, 87-117. doi: [10.4000/osp.17046](https://doi.org/10.4000/osp.17046).
- Bodin, R. & Orange, S. (2013). *L'université n'est pas en crise : les transformations de l'enseignement supérieur : enjeux et idées reçues*. Bellecombe-en-Bauges : Éd. du Croquant.
- Boudon, R. (1971). *L'inégalité des chances*. Paris : Fayard/Pluriel.
- Bourdieu, P. & Passeron, J.-C. (1994). *Les héritiers : les étudiant·es et la culture*. Repr. Paris : Éd. de Minuit.
- Coulon, A. (1997). *Le métier d'étudiant·e*, 1<sup>re</sup> édition. Paris : Presses Universitaires de France.
- Duru-Bellat, M. & Mingat, A. (1988). Le déroulement de la scolarité au collège : le contexte « fait des différences ». *Revue française de sociologie*, 29(4), 649-666. doi: [10.2307/3321516](https://doi.org/10.2307/3321516).
- Felouzis, G. (2001). *La condition étudiant·e e : sociologie des étudiant·es et de l'universtié*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Lahire, B. (1997). *Les Manières d'étudier*. La Documentation Française.
- Lapeyronnie, D. & Marie, J.-L. (1992). *Campus blues les étudiant·es face à leurs études*. Seuil.
- Manifet, C. (2004). *Gouverner par l'action : le cas des politiques universitaires de la Rochelle, Albi et Rodez*. Univervité de Toulouse - Le Mirail.
- Ménard, B. (2014). Sortants du supérieur : la hausse du niveau de formation n'empêche pas celle du chômage. *Céreq Bref*, 322.
- Ménard, B. (2017). *Parcours des étudiants de l'université : les files d'attente pour l'éducation et l'emploi à l'aune de Sen et Bourdieu*. Thèse de doctorat, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II.
- Merle, P. (2017). *La démocratisation de l'enseignement*.
- Michaut, C. (2000). *L'influence du contexte universitaire sur la réussite des étudiant·es*. Thèse de doctorat, Dijon.
- Michaut, C. (2012). Réussite, échec et abandon des études dans l'enseignement supérieur français : quarante ans de recherche. Dans *Réussite, échec et abandon dans l'enseignement supérieur, Perspectives en éducation et formation* (p. 53-68). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.
- Michaut, C. & Romainville, M. (2012). Introduction. Dans *Réussite, échec et abandon dans l'enseignement supérieur, Perspectives en éducation et formation* (p. 7-12). Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur.
- OCDE (2019). *Regards Sur l'éducation 2019: Les Indicateurs de L&apos;OCDE*. Paris : Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Romainville, M. (2000). *L'échec dans l'université de masse*.
- Rosignol-Brunet, M. (2022). *Faire ses humanités : aspirations et entrée en études des admis·es en licence d'arts, lettres, langues et sciences humaines*. Thèse de doctorat, Toulouse 2.
- Spady, W.G. 1970. Dropouts from Higher Education: An Interdisciplinary Review and Synthesis. *Interchange*, 1(1), 64-85. doi: [10.1007/BF02214313](https://doi.org/10.1007/BF02214313).
- Tinto, V. (1975). Dropout from Higher Education: A Theoretical Synthesis of Recent Research. *Review of Educational Research*, 45(1), 89-125. doi: [10.3102/00346543045001089](https://doi.org/10.3102/00346543045001089).

Unité européenne d'Eurydice (2000). L'éducation au centre des préoccupations européennes. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 28, 23-28. doi: [10.4000/ries.2411](https://doi.org/10.4000/ries.2411).

Zaffran, J. & Aigle, M. (2020). Qui décroche de l'université ? Mise en perspective nationale et analyse d'une enquête en région Aquitaine. *Revue de l'OFCE*, 167(3), 5-41. doi: [10.3917/reof.167.0005](https://doi.org/10.3917/reof.167.0005).

## Index

Tableau 1 Profil des étudiant·es inscrit·es en L1 et L2 à l'UT2J en 2016-2017	6
Tableau 2 Indicateurs calculés dans la base de suivi de cohorte	7
Tableau 3 Indications sur des parcours de L1 et L2 à l'UT2J en 2016-2017	8
Tableau 4 Réussite des néobachelier·es inscrit·es en L1 selon la série (%)	9
Tableau 5 Réussite des étudiant·es de L1 selon le type d'inscription (%)	9
Tableau 6 Réussite des étudiant·es de L2 selon le type d'inscription (%)	10
Tableau 7 Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L1 par type d'inscription (%)	10
Tableau 8 Devenir des néobachelier·es qui ne valident pas la L1 par série (%)	11
Tableau 9 Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L2 par type d'inscription (%)	11
Tableau 10 Composition sociale des cohortes de L1 et les L2 (%)	12
Tableau 11 Réussite des étudiant·es de L1 selon le sexe (%)	13
Tableau 12 Réussite des étudiant·es de L2 selon le sexe (%)	13
Tableau 13 Devenir des étudiant·es de L1 qui ne passent pas en L2 selon le sexe (%)	13
Tableau 14 Devenir des étudiant·es de L2 qui ne passent pas en L3 selon le sexe (%)	14
Tableau 15 Réussite des L1 selon leur origine sociale (%)	14
Tableau 16 Réussite des L2 selon leur origine sociale (%)	15
Tableau 17 Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L1 selon leur origine sociale (%)	15
Tableau 18 Devenir des étudiant·es qui ne valident pas la L2 selon leur origine sociale (%)	16
Tableau 19 Profil des étudiant·es selon le secteur disciplinaire en L1 (%)	19
Tableau 20 Issue de la L1 selon le secteur disciplinaire (%)	21
Tableau 21 Parcours selon la situation à la première inscription en licence (%)	23
Tableau 22 Objectif de validation selon la situation à la première inscription en licence (%)	24
Tableau 23 Priorité du choix selon la situation à la première inscription en licence (%)	24
Tableau 24 Objectif de validation à l'inscription selon la priorité de la formation suivie parmi les choix envisagés (%)	25
Tableau 25 Vœux initial des étudiant·es dont l'inscription en L1 n'était pas le premier choix (%)	25
Tableau 26 Motifs de l'inscription en licence ( %, choix multiple)	26
Tableau 27 Validation de l'année selon l'absence en cours et en examen (%)	27
Tableau 28 Motif de l'arrêt de la formation ( %, choix multiple)	27
Tableau 29 Bénéfices retirés du passage à l'UT2J ( %, choix multiple)	28
Tableau 30 Compétences retirées du passage à l'UT2J ( %, choix multiple)	29
Tableau 31 Sources d'information mobilisées pour la réorientation (%)	30
Tableau 32 Destination des étudiant·es réorienté·es (%)	31
Tableau 33 Situation 5 ans plus tard (%)	31
Tableau 34 Formation suivie 5 ans après (%)	32
Tableau 35 Employeurs des sortants 5 ans après (%)	32
Tableau 36 Type de contrat de travail 5 ans plus tard (%)	33
Tableau 37 Catégorie socioprofessionnelle 5 ans plus tard (%)	33
Tableau 38 Niveau d'études le plus élevé 5 ans plus tard (%)	34
Figure 1 Régressions logistiques sur le devenir des étudiant·es de L1 (risque relatif)	17
Figure 2 Régressions logistiques sur le devenir des étudiant·es de L1 (risque relatif)	18



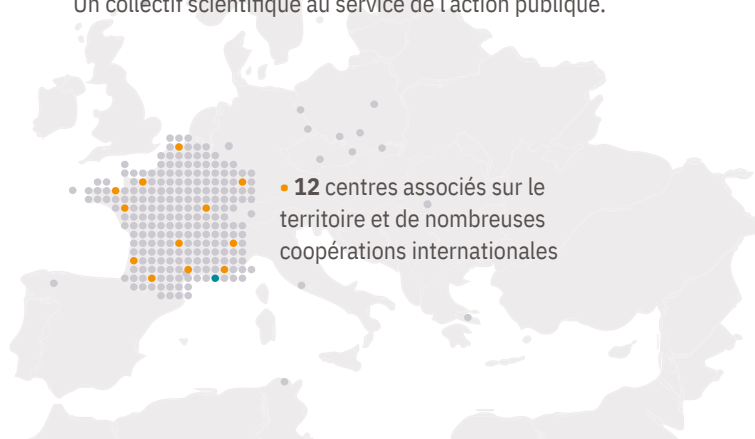




*Établissement public national sous la tutelle  
du ministère chargé de l'éducation  
et du ministère chargé de l'emploi.*

**DEPUIS 1971**

• Mieux connaître les liens formation - emploi - travail.  
Un collectif scientifique au service de l'action publique.



• **12 centres associés** sur le territoire et de nombreuses coopérations internationales

+ d'infos & tous les travaux  
sur [www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

